

le monde **Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 561 JEUDI 7 FÉVRIER 1985 8,00 F

LE PREMIER TERRORISTE C'EST L'ÉTAT!

VOUS AVEZ UN PROBLÈME DE DÉFENSE
NOUS POUVONS LE RESOUDRE



30 ans d'expérience - 1 demi million



bombe d'appui tactique **BAT 120**

Pour neutraliser les colonnes d'unités mécanisées sur leurs axes de progression (routes, voies ferrées) avant leur déploiement sur le champ de bataille.

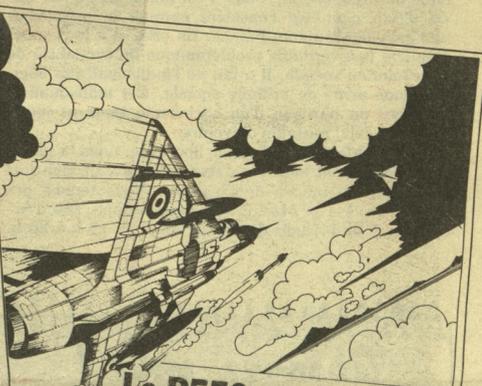
- Chargement optimal d'un avion: 18 bombes sous un seul pylône (120 kg en un seul point d'emport. Adresse simple, système d'armement automatique à tous les axes de combat, y compris en vol, les plus légers, même en vol de combat).
- Système d'armement automatique à tous les axes de combat.
- Capacité de manœuvre à l'atterrissage en un seul point.
- Sur l'axe de progression, les informations tactiques sont transmises au pilote par un système de données en temps réel.
- Système d'armement opérationnel dans l'Armée de l'Air Française.

THOMSON BRANDT ARMEMENTS
15, rue des Champs Élysées - 75008 PARIS, FRANCE - Tél. : 265.50.16 - 265.50.17 - 265.50.18

SAE ALSETEX
4, rue de Castellane
75008 PARIS
Tél. 265.50.16 +
Fournisseur de l'Armée française
et de différentes armées étrangères

- MINES ANTICHARS ET ANTIPERSONNEL ETC.
- CHARGES DE DESTRUCTION
- TOUS OBUS ET CARTOUCHES
- PROJECTILES DE MORTIERS
- ROQUETTES
- CHARGES CREUSES
- GRENADES A MAIN ET A FUSIL
- ENGIN PYROTECHNIQUES
- MATERIELS POUR LE MAINTIEN DE L'ORDRE
- BOMBES D'AVIONS

étude d'engins nouveaux et spéciaux



Le R550 n'abandonne jamais ...

En 1972, au centre de son tour, le premier tir R 550, un missile pour les plus grandes distances, a été lancé. Il est aujourd'hui en plein de nous prouver que lui répondre aux vœux du combat.

Si l'on ajoute à ses qualités d'efficacité, le fait qu'il ne nécessite aucun équipement spécifique à bord, que sa mise en œuvre est simple et que la maintenance au sol est réduite, nous avons un missile économiquement très intéressant.

Ainsi le R 550 peut être accroché sur n'importe quel type d'avion de combat ou même d'entraînement.

Super agressif et irrésistible, par la sensibilité de son détecteur et ses capacités manœuvrières, insubmersible par sa protection contre les contre-mesures, il trouve sa cible et s'y accroche.

Opérationnel dès 1973, et sans concurrent, le Matra R 550 ouvre avec 5 ans d'avance un domaine que personne n'a encore pu atteindre.



ENGIN MATRA

FOR 2520

communiqués

• NICE

Le groupe de Nice vous souhaite une bonne année libertaire et vous donne rendez-vous tous les samedis après-midi à l'entrée principale du Centre Nice-Etoile (avenue Jean-Médecin). Une vente militante de notre hebdomadaire s'y déroule jusqu'à 18 h, ainsi que la vente d'affiches et d'autocollants anarchistes. Pour nous écrire : A.D.I.A., c/o librairie Le Temps de vivre, 5, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice.

• GARD

Le groupe libertaire du Gard va ouvrir son local à Nîmes courant février. Nous n'avons pas pu le faire plus tôt à cause de l'importance des travaux à réaliser et... des dépenses engagées. Nous appelons les libertaires de la région à faire preuve de solidarité pratique ou financière. Cela fait longtemps qu'il n'y a pas eu de local anarchiste à Nîmes, cela mérite un effort. Contactez-nous par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• CRÉTEIL

Un groupe est en formation à Créteil. Notre but est de propager l'idéal libertaire. Nous assurons une vente du *Monde libertaire* tous les dimanches matin de 9 h à 11 h 30, au « marché » du vieux Créteil. Nous invitons les libertaires et les personnes intéressées à venir nous rencontrer, ou bien, à écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• NANTES

Désireux de développer une structure d'accueil, d'action et de culture libertaire, le groupe Frederico-Garcia-Lorca vous informe qu'il tient désormais ses permanences les premier et troisième lundi du mois, de 18 h à 20 h, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes. De plus, le groupe assure une vente du *Monde libertaire* tous les samedis matin, de 11 h à 12 h 30 au marché de Talensac.

• MONTREUIL

A partir du 19 janvier 1985, le groupe libertaire de Montreuil assurera la vente des journaux : *Le Monde libertaire* et *l'Union pacifiste*, tous les samedis, de 11 h à 12 h, avenue de la Résistance (face au centre commercial), métro Croix-de-Chavaux.

• CHELLES

Des cours d'espéranto auront lieu tous les jeudis à 20 h au local du groupe Sacco-Vanzetti. Ces cours pour débutants seront gratuits. Adresse du local : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare).

• LE MANS

Le groupe Zo-d'Axa vient de se créer avec des militants de la F.A. sur Le Mans. Ce qui a présidé au choix de ce nom, ne tient pas à la seule consonnance exotique du pseudonyme. Mais il est plutôt dû au fait que Zo d'Axa peut être considéré comme le précurseur de l'individualisme en France. En effet, il a le premier ébauché une véritable problématique individualiste de la révolution sociale. Il a fait de l'individualisme libertaire une arme de critique sociale. Cet individualiste fut aussi un partisan d'un socialisme large et idéal, opposé à celui mesquin du ventre. Cette sensibilité individualiste libertaire, nous la partageons largement avec Zo d'Axa qu'on aurait bien tort de ranger au musée de l'histoire. Nous tenons des permanences à la Maison des associations, rue d'Arcole, les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque Langue Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

éditions

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

Le vingt-sixième numéro de la collection « Volonté anarchiste » est paru, dédié à Camus, décédé le 4 janvier 1960. Cette nouvelle brochure intitulée « Albert Camus et les libertaires » rassemble les contributions du philosophe parues dans le *Monde libertaire* et les articles, la plupart contemporains, se rapportant à sa vie, ses idées ou son œuvre.

L'exemplaire, 20 F, est en vente à la librairie du Monde libertaire. Mais n'oubliez pas le soutien qu'est l'abonnement ! Les huit numéros de Volonté anarchiste pour 150 F seulement ! L'abonnement de soutien à ne pas négliger à partir de 200 F. Une adresse : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Les règlements doivent être adressés à l'ordre de A.S.H., C.C.P. 21 600 42 C Paris.

• « LA MÉMOIRE SOCIALE »

« Tous les arts ont produit leurs merveilles, l'art de gouverner n'a produit que des monstres. » Les compagnons du groupe Voline, pour leur part, poursuivant leur œuvre de désintoxication et d'hygiène sociale, viennent d'enfanter d'une bête indomptable et sauvage... *La Mémoire sociale* n° 3, revue d'humeur, vient de surgir des profondeurs de la nuit. Plongez-y sans plus attendre vos yeux et vos tripes, mais prenez garde... l'enfant mord !

Au sommaire : Page d'humeur (Edito) ; Les Indiens métropolitains (Joël) ; Préambule pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique (M. Bakounine) ; Introduction à l'esthétique anarchiste (M. Scrivener) ; Le Transgresseur est-il un facteur d'évolution (E. Armand) ; Ainsi vivent les anarchistes (poème).

En vente à la librairie du Monde libertaire : 10 F (numéros précédents encore disponibles). Abonnement simple (4 numéros) : 25 F ; abonnement de soutien : 40 F. *La Mémoire sociale*, c/o Gr. Voline, 26, rue Piat, Paris XX^e.

• PROMOTION « LA RUE »

Les éditions La Rue vous proposent à des prix réduits les livres dont elles disposent en stock :

« La Rue » n° 7, 8, 9, 11, 12, et la « Commune de Paris » (brochure)..... 30 F.
« La Rue » n° 13, 15, 16, 17, 18..... 40 F.
« La Rue » n° 19, 21, 22, 23, 24..... 60 F.
« La Rue » n° 25, 26, 27, 28, 29, et la « Commune libertaire » (brochure)..... 80 F.

Ces promotions sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

communiqués

• PONTOISE

Les groupes de la Fédération anarchiste du Val-d'Oise (95) appellent l'ensemble de la population du département à participer au rassemblement organisé contre la venue de Le Pen à Pontoise le 11 février. Lieu de rassemblement : mairie de Pontoise, à 20 h., le 11 février.

• COMMISSION AGRICULTURE

Afin de poursuivre ses recherches et analyses, la commission agriculture de la F.A. a besoin de documents et d'opinions, surtout concernant les trois domaines suivants : relations internationales, guerre alimentaire et sous-développement ; syndicalisme et luttes paysannes ; critiques des rapports producteur-consommateur. Toute contribution est la bienvenue et peut être transmise aux Relations intérieures qui feront suivre.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Vous avez dit Action directe ?, L'A.D. nouvelle est arrivée, Le marché commun de la répression — PAGE 4 : Grève au « Monde », Manif des viticulteurs — PAGE 5 : Le Front national entre en campagne, Je vous salue ma rue, Chronique du fascisme ordinaire, Le déserteur d'Albion — PAGE 6 : Congrès de la F.E.N., Des syndicalistes inadaptés ? — PAGE 7 : Nouvelle-Calédonie : souvenirs, souvenirs, Communiqué de la F.A. — PAGE 8 : Haïti, sous les cocotiers, l'enfer — PAGE 9 : Antimilitarisme et F.A.I., L'anarchisme dans la région de Glasgow — PAGE 10 : Le Bourrage de crâne, De la « colo » 84 à l'Échappée belle — PAGE 11 : Radio-Libertaire, Note de lecture, Cinéma — PAGE 12 : La décentralisation dans l'Éducation nationale, Les T.U.C.

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

• GROUPES :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Calvados : Caen — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Cotes-du-Nord : Saint-Brieuc — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans (2 groupes) — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS :

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Cotes-du-Nord : Lamballe — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Routot — Eure-et-Loir : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Le Caylar/Lodève, Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Maine-et-Loire : Saumur — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Nord : Valenciennes — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tam : Albi — Var : Hyères — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Chatelleraut, Poitiers — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

• RÉGION PARISIENNE :

• GROUPES :

Paris : seize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Ramboillet, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

• LIAISONS :

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Ville — Seine-et-Marne : Melun.
• LIAISONS PROFESSIONNELLES :
O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, B.N.P.

débats

• LE MANS

Les militants du groupe Zo-d'Axa organiseront le samedi 16 février, au Mans, une animation avec Ronald Creagh autour de son dernier ouvrage « Sacco et Vanzetti ».

De 14 h à 17 h : exposition permanente au Centre Jacques-Prévert, avec un aperçu des retentissements de l'affaire sur le plan local.

De 14 h à 16 h, Ronald Creagh sera à la librairie La Taupe pour présenter son ouvrage.

De 16 h à 17 h, rencontre-débat avec l'auteur autour des différents aspects de l'affaire Sacco-Vanzetti.

Enfin, nous animons l'émission anarchiste « Basta » sur Radio-Alpa, 100,1 MHz, le samedi de 16 h à 17 h. Différents rendez-vous avec l'anarchisme à ne pas manquer !

• LILLE

Le groupe de Lille organise un spectacle avec Philippe Val mardi 12 février à 21 h à la M.A.C., salle de la cinémac, boulevard Paul-Langevin (Cité scientifique), Villeneuve-d'Ascq (entrée : 50 F).

Le spectacle sera précédé, à partir de 19 h, d'une conférence-débat sur l'anarchisme (avec la présence notamment de plusieurs animateurs de Radio-Libertaire). Un stand librairie, ainsi qu'une expo et une buvette seront mis en place. Venez nombreux !

• CHELLES

Le samedi 23 février 1985, à 20 h 30, le groupe Sacco-Vanzetti organise une réunion-débat sur le thème : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. des goulags ». Avec la participation d'Alexandre Skirda (écrivain, auteur de plusieurs livres de référence sur le sujet) qui animera le débat. Également, projection du dernier film de Bernard Baisat : « Ecoutez Marcel Boddy » (témoin et acteur de la révolution russe). Projection et débat auront lieu au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Route 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

L'ACTION DIRECTE « NOUVELLE » EST ARRIVÉE

A PRÈS un mariage avec un partenaire étranger, la Fraction armée rouge (R.A.F.), Action directe, paraît-il, a choisi la voie de la fuite en avant en tuant pour la première fois « directement » un haut responsable militaire. Désormais, ce groupe terroriste « made in France » a acquis un statut « européen » et la France se trouve confrontée au risque d'être aux prises, elle aussi, à la menace d'une escalade « à l'italienne ». L'image de marque « gentilette » et « bon enfant », qu'A.D. avait malgré tout gardé au fil des années, se trouve du coup sérieusement compromise. Et quelle belle occasion pour la presse de s'en donner à cœur joie contre un ennemi intérieur enfin à la taille des gros titres journalistiques !

Certes les problèmes de défense nationale liés à l'assassinat d'Audran nous intéressent peu... Nous n'avons pas l'habitude de hurler avec les loups, mais nous n'en pensons pas moins qu'il faut clarifier les choses. La première des réflexions qui vient à l'esprit est que, aujourd'hui, les gens qui se réclament du sigle « Action directe », s'ils ne sont pas manipulés, sont à côté de leur pompe. On sait qu'une mécanique, une fois remontée, marche toute seule ; de même, la logique de l'affrontement militaire ne peut s'arrêter en chemin... Peu importe

alors de s'interroger sur les raisons qui ont déterminé ce « tournant ».

Chant du cygne ou nouvelle jeunesse du terrorisme, on se trouve confronté à une tentative de poursuivre sur un plan militaire et d'une manière artificielle une lutte qui n'a aucun rapport avec la situation sociale actuelle en France et qui, de toute manière, a montré (tant en Allemagne qu'en Italie) ses limites et son caractère néfaste pour la cause de l'émancipation des travailleurs. Après ce qui s'est passé en Italie, surtout depuis une dizaine d'années, et l'utilisation que l'Etat a fait du terrorisme, la moindre des choses, pour des personnes qui se veulent militantes et qui se disent révolutionnaires, serait de faire un minimum de « critique des armes » à défaut de manière suffisamment les armes... de la critique.

Cependant, se limiter à souligner le décalage existant entre le discours et la réalité, ou critiquer le choix des moyens de lutte, n'est pas suffisant. Les gens agissant aujourd'hui en tant qu'Action directe ne sont pas des « attardés » politiques ayant perdu le sens des réalités. Le lien entre leur action et le contexte social, d'ailleurs, compte peu dans leurs motivations. On pourrait même dire qu'il est délibérément supprimé ! Ce qu'il faut souligner, c'est que,

malgré son nom libertaire, la stratégie d'Action directe découle d'une approche avant-gardiste et autoritaire qui consiste à vouloir déterminer a priori, à la place des travailleurs, quelles devraient être les conditions et les modalités de l'affrontement avec le pouvoir.

Au fond, on se trouve en face du vieux schéma léniniste-stalinien qui a fait tant de mal au mouvement ouvrier. Que maintenant les prétentions d'Action directe à diriger quoi que ce soit soient dérisoires ou inexistantes, cela ne change rien. Les nouveaux « guides » éclairés terroriste ne valent pas mieux que les anciens.

Gr. Paris XV^e



Portrait d'un terroriste légal.

VOUS AVEZ DIT « ACTION DIRECTE » !

L'EXISTENCE d'une « mouvance ultra-gauche » en France n'est pas nouvelle. Mais contrairement à une opinion répandue, certains ayant tendance à voir la main de l'anarchie dès que claque un coup de feu, l'idéologie anarchiste n'est pas le principal ferment de la naissance de ces groupes d'activistes, en dépit de certaines appellations trompeuses.

On peut, bien sûr, se référer aux G.A.R.I. (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste) qui menèrent la lutte armée pour hâter l'agonie du franquisme et tenter de sauver la vie de condamnés à mort comme Puig Antich, et dont la filiation avec Action directe peut s'établir par l'intermédiaire de quelques individus.

L'emploi des armes et des explosifs contre le dictature se justifiait sans peine, mais comment peut-on transposer les mêmes moyens d'action dans une situation totalement différente sans s'appuyer sur une autre idéologie ?

En fait la filiation n'est pas directe. D'autres éléments sont intervenus pour permettre la création de ce nouveau groupe ultra-gauche. L'échec du rêve gauchiste symbolisé par la Chine de Mao, survécu peu après la mort du « Grand Timonier » en 1976, a provoqué des révisions décriantes. C'est toute une frange du maoïsme qui, par pureté marxiste-léniniste, décida d'appliquer le

système de la guérilla à l'Europe occidentale, considérant que la masse ouvrière était décidément trop asservie pour se réveiller et qu'il fallait l'y contraindre.

Il n'y a assurément dans cette démarche rien de libertaire et c'est pourtant la ligne de conduite adoptée par le groupe Action directe. Sa volonté de développer une stratégie de tension politique et sociale hors de toute réceptivité de la classe ouvrière procède d'un mépris total pour la « masse ». La fusion annoncée récemment avec la Fraction armée rouge (R.A.F.) d'Allemagne fédérale témoigne également de la référence au marxisme-léninisme.

L'exemple du terrorisme des Brigades rouges en Italie comme de la R.A.F. en Allemagne est pourtant édifiant sur la portée de telles actions. Destinées à réveiller les masses ouvrières, elles en ont fait des complices de la répression ; la lutte contre la militarisation de la société n'a abouti qu'au renforcement de l'Europe policière ; la dénonciation de l'intégration à l'OTAN a entraîné le resserrement des liens et l'installation des missiles américains en Europe. Non seulement les objectifs politiques de la guérilla urbaine n'ont pas été atteints, mais ce moyen d'action s'est retourné contre les intentions de leurs auteurs.

Les conséquences de l'engagement d'une lutte armée dans les démocraties occidentales

sont aujourd'hui si clairement établies et prévisibles qu'il est impossible de distinguer dans chacune de ces actions la part de l'activisme et celle de la provocation. A qui profite le crime ? A l'Etat, et à son renforcement.

Où est l'action directe dans tout cela ? Rappelons sa définition simple : constitue une action directe toute action menée intégralement, de sa conception jusqu'à sa réalisation pratique, par ceux qui sont directement concernés. Aussi, si elle ne rejette a priori aucun moyen d'action, y compris la violence, l'action directe ne se limite à aucun choix définitif.

La violence armée fait partie des moyens possibles, applicables dans certaines conditions. Mais pour qu'elle soit action directe, elle doit être l'émanation de la masse des travailleurs concernés, car personne n'a le droit de s'ériger en « guide éclairé » de la classe ouvrière et de lui imposer ses moyens d'action. En ce sens, le groupe Action directe applique à la lettre la doctrine léniniste qui dépouille la classe ouvrière de la maîtrise de son destin au profit d'un noyau dirigeant.

Alors action directe, oui ! Mais la vraie, celle qui rend les travailleurs maîtres de leur action, pas celle qui prétend les diriger.

A.S.

Editorial

OUVREZ un journal, allumez la radio ou la télévision, et vous voilà face au terrorisme international : la Fraction armée rouge (R.A.F.), Action directe, les Cellules combattantes communistes belges (C.C.C.), les F.P.25 portugaises, le F.L.N.C., l'I.R.A., l'Alliance révolutionnaire caraïbes, l'E.T.A., etc. Aux dernières nouvelles, seuls les rations laveurs ne sont pas passés à la lutte armée !

Les attentats récents contre le général Audran, trafiquant officiel d'armes françaises, et Ernst Zimmermann, patron de la S.N.E.C.M.A., première firme d'aéronautique militaire allemande ont donné le feu vert à la curée médiatique.

Nous avons toujours été très clair quant à nos positions sur la stratégie suicidaire des avant-gardistes qui s'autoproclament « bras armé du prolétariat ». Certes, nous n'allons pas pleurer sur les cadavres de militaires ayant choisi de vivre de la mort des autres... Mais, il est évident que, derrière la vaste campagne d'intoxication à propos du terrorisme international qui a commencé, se profile une opération massive de l'internationale des Etats policiers.

Il est certain que les dernières actions signées R.A.F. ou Action directe vont être le prétexte inespéré pour l'Etat français d'appliquer concrètement des mesures « antiterroristes » qu'il pouvait difficilement mettre en œuvre jusqu'à présent. Qui va être visé ? A coup sûr, les réfugiés politiques italiens ou allemands dont les demandes d'extradition sont déjà, sans doute, sous le coude des magistrats. Les militants révolutionnaires ayant eu des contacts, autrefois, avec Action directe et qui refusent le jeu de la délation. Puis, sur la lancée, tous ceux qui contesteront trop fort l'ordre établi. On a vu en R.F.A. et en Italie, ce qu'a été la répression pendant les « années de plomb » : un simple tract antimilitariste ou antinucléaire devenait « activité subversive contre l'Etat » ; et c'était la prison. Laissez cette situation s'installer sans réagir, risque de nous réserver des réveils difficiles !

LE MARCHÉ COMMUN DE LA RÉPRESSION

DEPUIS le dernier article (voir M.L. n° 558) sur les cinq réfugiés italiens (Filomena di Filippo, Giorgio Frao, Dominico Pastore, Francesco Marietta et Francesco de Martis), arrêtés lors d'une rafle pseudo antiterroriste, deux d'entre eux (F. di Filippo et F. de Martis) ont été mis en liberté provisoire avant que ce même numéro ne soit mis en vente en kiosque. Pour Enrico Fedele et Giovanni di Giuseppe, ils se sont vus refuser leurs mises en liberté provisoire, et une menace d'extradition pèse toujours sur eux.

Depuis ces faits, les nombreuses rencontres entre les ministres et les polices italiennes et françaises ont provoqué une surveillance accrue des milieux réfugiés italiens. On assiste au même phénomène pour les Basques, les Belges, et les Allemands. On cherche à tout prix à vouloir créer des liens entre

eux. Alors que la situation des réfugiés italiens en France était déjà difficile (car même si ils obtiennent une liberté provisoire, ils n'ont généralement pas de cartes de séjour), elle risque de s'aggraver encore. En effet, suite à la vague d'attentats en Europe, la machine judiciaire s'est déjà mise en route. Diverses menaces vont pesées sur les réfugiés italiens. Ils constituent des otages, risquent à tout moment d'être extradés, expulsés ou remis à la frontière italienne. En bref, ce seront eux qui feront les frais de la situation actuelle.

Encore une fois, la presse étale des pages entières sur un prétendu terrorisme lié à la présence des réfugiés politiques, n'hésitant pas à agiter le spectre soviétique (pour la R.A.F.) quand elle le peut, cela cache mal la volonté de mettre en place un marché commun de la répression.

Nikmo



A.S.

en bref...en bref...

• Le Centre international de recherche sur l'anarchisme (C.I.R.A.) organise le mardi 5 février, à 19 h, 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille, une soirée avec Pierre Martin, auteur du livre « Candidie face au Moloch », qui évoquera ses souvenirs d'objecteur en 1939 et son action aux côtés de Louis Lecoin.

• Le Centre de documentation Max-Nettiau, avec le C.O.J.R.A., organise un exposé-débat sur les coopératives ouvrières : « S.C.O.P. : possibilités et limitations » le vendredi 8 février, 15, rue Gracieuse, (métro : Monge), à partir de 20 h 30.

• La librairie l'En-dehors, à Bordeaux, nous communique : « En 1927, le gouvernement des Etats-Unis assassinait Sacco et Vanzetti après une mascarade de procès et malgré une immense mobilisation mondiale de protestations. La librairie associative l'En-dehors invite le 9 février, à 17 h, à la Nouvelle Athènes : Ronald Creagh qui vient de publier, chez Maspéro-La Découverte, « Sacco et Vanzetti ». Parallèlement, une exposition retraçant l'affaire à travers la presse sera visible du 1^{er} février au 16 février, à la librairie, 46, rue du Mirail. Librairie l'En-dehors, 46, rue du Mirail, 33000 Bordeaux (tél. : 92.17.78). »

• La Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (C.N.S.T.P.) organise une table ronde sur le statut paysan, le mercredi 6 février, à 14 h, au C.I.S.P., 6, avenue Maurice-Ravel, Paris 12^e.

Participeront à cette table ronde : Gérard Guozes, J.-J. Bennetière, Henri Leclerc, Y. Lachaud, J. Dannel, M. Cavalhes, A. Lipiez, Y. Chavagne, J.-P. Chapelle et trois membres du collectif d'animation de la C.N.S.T.P.

• Le groupe F.A. d'Aubenas organise avec le Cercle d'études sociales une projection de diapos, suivie d'une discussion avec un camarade de retour du Nicaragua sur la situation dans ce pays et plus particulièrement sur les tentatives d'auto-organisation dans les coopératives, à partir d'un exemple concret. Cela se passera à Aubenas, salle Marcel-Gimond, à 20 h 30, le 14 février ; et aux Vans, à 20 h 30, Centre d'accueil municipal, le 15 février.

SYNDICALISME
OU MANOEUVRE POLITIQUE ?

UNE nouvelle grève de vingt-quatre heures au *Monde*, mercredi 30 janvier, déclenchée par les seuls ouvriers du Livre C.G.T., alors que la rédaction et le secteur administratif continuaient de travailler... La division ne cesse de s'accroître (voir le M.L. de la semaine dernière), et la nouvelle direction pose progressivement les jalons de son plan de restructuration.

Mais pourquoi cette nouvelle grève ? Le 24 janvier, la direction acceptait de rencontrer les ouvriers du Livre pour établir un calendrier de versement du treizième mois. Le 29, elle déclarait ne pouvoir payer que fin avril et que, d'ici là, il était déjà nécessaire de négocier le futur plan de modernisation des imprimeries. Le Livre — ayant déclaré, depuis le début, que le règlement du treizième mois était un préalable à toute autre discussion — considérait que cela était une provocation et que la réponse à celle-ci ne pouvait être qu'un arrêt de travail le lendemain. D'autant plus que, précisément, ce jour-là, était prévu un meeting devant l'entreprise, avec la présence de fortes délégations des autres quotidiens parisiens, pour

EN ce début d'année, comme chaque année, le *Monde libertaire* voit ses fournisseurs augmenter leurs tarifs. De ce fait, nos charges deviennent plus lourdes ; nous devons donc faire encore appel à votre soutien. Soutenir le *Monde libertaire*, c'est faire avancer un peu plus les idées de justice et d'égalité. C'est nous permettre, chaque semaine, de dénoncer l'oppression et l'exploitation. Héritier de Sébastien Faure et de Jean Grave, le *Monde libertaire* doit pouvoir poursuivre cet ouvrage de désintoxication sociale.

- Pour le soutenir, les moyens sont multiples :
- le faire découvrir à vos amis ;
 - vous abonner ;
 - participer à la souscription ;
 - demander un virement automatique mensuel ; etc.
- Nous savons pouvoir compter sur votre aide.

Fraternellement

Les administrateurs

• SOUSCRIPTIONS :
BAVARD Jean-Michel 50 F, GAUDIN Nino 63 F, OLIVERA R. 200 F, NIKOLOF Anton 100 F, Gr. Jacob 300 F, Gr. du XI^e 100 F, FAVAREL Bernard 50 F, PERSICI Vertice 150 F, VILLER R. 2 500 F, MARVIER/MONNIER 50 F, ALLOT J.-M. 50 F, Gr. Berneri 150 F, AU-DOIN J.-M. 50 F, CAPPOEN P. 50 F, DIOT B. 50 F, GIRAUD M. 50 F, LOPEZ J.-P. 15 F, Anonyme 18 F, CARRE J.-P. 50 F, SOLIVA Jacques 60 F, PLANAS Henri 700 F, BORROZ Fedele 400 F, CLEMENT Nelly 15 F, BERTHELOT J. 50 F, VIGNEAU C. 50 F, Publico 168 F, KRIKKE Jean-Pierre 50 F, TREMEL Patrick 50 F, ILIEF G. 200 F, BAZIN L. 50 F, LAPEYRE Paul 100 F, NIEL J.-R. 50 F, ARNAULT Jacques 50 F, LE RALLIC P. 50 F, MAUPOIX.

VITICULTURE : MOBILISATION
UNITAIRE ET FLOUE

LA manifestation de riposte au sommet européen de Dublin (cf. M.L. n° 553), appelée le 30 janvier, à Montpellier, par les Comités d'action viticole (C.A.V.), structure unitaire de toutes les tendances syndicales des vignerons, a été suivie massivement : 10 000 viticulteurs venant du Languedoc-Roussillon et de Provence étaient présents, dans un climat difficile à saisir, mélangeant colère, amertume, révolte et résignation.

L'Europe agricole et le gouvernement français ont été forte-

ment dénoncés par les quatre orateurs des C.A.V. Au-delà de quelques propositions classiques d'aides économiques à court terme, et de l'engagement solennel de Jean Lhuillet à replanter des vignes sans autorisation (si la C.E.E. les suspend, comme c'est prévu actuellement), le discours unitariste des C.A.V. n'a rien apporté de neuf.

Les enjeux
des syndicats paysans

La F.N.S.E.A. avait tenté une O.P.A. sur le monde viticole, et F. Guillaume avait déclaré, il y a quelques semaines : « Oui à la manif, si on peut prendre la parole... ». Les C.A.V., forteresses informelles du syndicalisme du vin — où le leaderisme l'emporte toujours sur la démocratie syndicale — l'ont refusé, non sans remous.

Le cortège assez « trainesavates » se dirigea vers le Conseil régional, où les leaders des C.A.V. devaient être reçus par les notables qui ont promis d'en référer aux ministères. Routine de la vie républicaine... Routine également, les grenades lacrymo et les charges de C.R.S., après que quelques viticulteurs eurent monté une simili-barriade et lancé quelques cailloux. Incidents sans importance, qui montrent une fois de plus que le monde viticole n'en est pas encore à l'affrontement direct, et qu'en même temps les manifestants n'étaient pas hostiles à ces quelques escarmouches.

La situation interne du syndicalisme viticole est sans doute en train de changer. Traditionnellement de gauche, modérée, beaucoup de viticulteurs font partie des dégués du socialisme, et passent à droite, voire chez Le Pen.

La F.D.S.E.A. arborait force vignettes sur les épaules, et, chose curieuse, beaucoup de jeunes les portaient. Ce qui signifie

René 50 F, PEREZ Richard 50 F, SAPPIA Michel 50 F, DEVINCK Monique 50 F, BERNARDET R. 50 F, LECLERC P. 200 F, LARSEN Claude 200 F, QUILLEREVE F. 50 F, PHILIPPOT F. 50 F, ROLLAND Dominique 50 F, VIALLELE C. 50 F, MALFANT Louis 100 F, NEEL J. 150 F, HUCHET Joël 50 F, Gr. Libertad 1 100 F, EMERIAU G. 50 F, Publico 100 F, ANDRE/BRODARD 50 F, FOSSE R. 50 F, CHANCLOU Nicolas 50 F, FERIOT Robert 50 F.

• PRÉLÈVEMENTS AUTOMATIQUES :

Gr. Bakounine 100 F, ATZORI Patrice 50 F, BOLUDA J.-L. 100 F, BOUEY Pierre 80 F, DELORME J. 50 F, Gr. Sacco-Vanzetti 250 F, Boitelle B. 25 F, CHEVTCHENKO M. 50 F, Ind. Begard 10 F, COSTES Daniel 50 F, ESCOUBET G. 50 F, EXertier Philippe 80 F, FERNANDEZ Luc 50 F, Gr. de Béziers 50 F, GIRAUD-CHAVIGNER 300 F, Gr. de Rouen 50 F, LANSAC J.-G. 54 F, Liaison Anizy 100 F, MILLOT Guy 20 F, BEAUFILS E. 25 F, Gr. Varlin 100 F, PARIS Gérard 100 F, PIVERT G. 25 F, REMOND J. 100 F, SANCHEZ M. 50 F, Gr. Malatesta 100 F, Gr. de Fresnes-Antony 150 F, Liaison Blois 200 F, MIGNIOT Vincent 150 F, Gr. du Marais 50 F, MOULIE Gisèle 30 F, CHAPEYROU Pierre 100 F, Gr. d'Aubenas 200 F, PEIRAT Yves 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, Gr. Louise-Michel 150 F, CORDELET Didier 30 F, RICHARD J.-Cl. 100 F, BERRAUD J.-P. 100 F, CAILLOT Jean 50 F, SELLIN P. 20 F, CELERIER Colette 100 F, GOURDON Philippe 100 F.

- Total des souscriptions (novembre, décembre) : 8 954 F.
- Virements automatiques mensuels (nov., déc.) : 6 389 F.
- Total général (novembre, décembre) : 16 252 F.

peut-être des tiraillements internes entre la F.D.S.E.A. et sa branche jeune, le C.D.J.A., réputé parfois moins à droite.

Le M.O.D.E.F. et le P.C. avaient fait le plein, Maffre-Baugé en tête, et reprenaient la campagne anti-P.S., sans autres perspectives que de rejoindre le parti ou son satellite. Les élus du P.S. furent conspués.

La C.N.S.T.P., par sa branche corporative (le M.I.V.O.C.), distribuait un tract revendiquant la garantie de revenu du travail paysan et proposant le « quantum », c'est-à-dire la limitation des aides aux travailleurs possédant moins de 15 hectares : que les gros pinardiers productivistes se débrouillent avec leurs excédents.

Même si les C.A.V. restent la structure unitariste, mêlant gros et petits, droite et gauche, et même s'ils représentent toujours la viticulture méridionale, la F.D.S.E.A. met le paquet pour reconquérir son hégémonie. Dans la presse agricole locale, certaines huiles vont jusqu'à dire qu'au sein des C.A.V. « certains ont des responsabilités sans commune mesure avec la force de leurs troupes ». En clair, le premier visé est Jean Lhuillet, responsable régional des C.A.V. et par ailleurs chef de file du M.I.V.O.C. - Travailleur paysan, et que la F.N.S.E.A. voudrait mettre son appareil au service de la défense viticole, à condition de l'encadrer complètement, ce qui n'est pas chose faite.

Au-delà de la manif

Pendant cette bataille d'état-majors, la situation économique de la viticulture continue à se détériorer (15% de chute de revenu en 1984) et les réflexes nationalistes vont bon train : « Les Allemands sucent, les Italiens combinent... » et « Non à l'élargissement de la C.E.E. à l'Es-

pagne et au Portugal ! ». A mon avis, la restructuration se fera, avec ou sans la péninsule ibérique. Les enjeux économiques de l'élargissement sont d'une autre ampleur que l'avenir de quelques hectolitres de vin.

Il est certain qu'une amélioration du vignoble et du vin a été réalisée dans le Midi, comme dans les autres pays. Cependant, de la « bibine », il en reste encore partout et elle n'est plus consommée comme avant. Les primes à l'arrachage sont juteuses, mais elles vont déplacer en cas de demandes importantes la crise viticole dans le secteur des fruits et légumes, déjà en difficulté.

Les revendications corporatives qui demandent à la fois de jouir du libéralisme économique et de bénéficier des subsides de planifications non contraignantes, qu'on a connu pendant les années de croissance, sont supprimées par la rigueur budgétaire.

Le Midi bat les records de chômage, et sa viticulture, qui représente presque une mono-activité agricole est en plein marasme. A Montpellier, mercredi dernier, un peuple viticole s'est encore levé, fort du nombre, et faible de ses ambiguïtés. Le corporatisme est toujours omniprésent, ce qui n'empêche pas la « démerde individuelle », exploitation par exploitation. La restructuration de l'agriculture qui concentre les surfaces, augmente les enjeux capitalistes et bancaires.

J'ai le sentiment qu'actuellement un repli poujadiste et nationaliste sur soi fait des émules chez les vignerons. Beaucoup de propos entendus dans le cortège pourraient alimenter cette opinion, et la C.N.S.T.P. a beaucoup de mal à faire entendre la seule voix réellement discordante au sein de la paysannerie.

Alain Crapaud

Marc Pillot

NICE : CHRONIQUE DU FASCISME ORDINAIRE

Le samedi 26 janvier 1985, plus de 2 500 personnes ont manifesté, sous la pluie, pour une Nouvelle-Calédonie française. A l'appel de l'Union nationale des parachutistes (U.N.P.), qui assurait également le service d'ordre, et de diverses associations d'anciens combattants d'Afrique du Nord, ce ramassis de patriotes a scandé tout au long de l'avenue principale de Nice son soutien à une solution colonialiste et fasciste en Nouvelle-Calédonie.

Cette manifestation est l'unique organisée en province et si M. Ukeiwé (« le bon kanak de service ») n'a pas pu remercier cette troupe xénophobe, c'est le député-maire-conseiller général Jacques Médecin (« le fils du père ») qui a conclu ce défilé en rappelant son attachement dans le passé pour une Algérie française ! Ce parallèle est d'ailleurs à rapprocher d'une information pittoresque liée aux transferts de fonds organisés depuis Nouméa par les petits commerçants et autres retraités vers les Caisses d'épargne de Nice et les organismes monégasques, pour une valeur de 370 millions de francs.

Il est vrai que la cité azuréenne, menée d'une manière despotique par le clan Médecin depuis 1927 (1), offre actuellement un visage de plus en plus réactionnaire : les diverses M.J.C. voient leurs budgets diminuer au profit des C.A.C.E.L., endroits créés et gérés par la municipalité dans un pur esprit pétainiste ; les proches collaborateurs du maire, actuellement inculpés dans une affaire de fausses factures, continuent leur propagande raciste en organisant dernièrement un meeting en faveur des idées d'Occident. Quant aux ultras du Front national, ils peuvent être satisfaits puisque des équipes de la voirie municipale collent leurs affiches et protègent leurs slogans nationalistes. Si le borgne Le Pen a tenu deux meetings à Nice et y a obtenu plus de 20% des suffrages lors des élections européennes, on peut prévoir un avenir de plus en plus sombre sur la promenade des Anglais.

Certes tout n'est pas rose (1) pour l'extrême droite niçoise puisqu'une de leur ancienne militante (!), Martine Wolf, vient d'être incarcérée à Montpellier pour avoir combiné avec la pègre locale. Cette dame, avocate, avait défendu en son temps un certain Albert Spaggiari, casseur de coffres et militant de l'Algérie française.

Roger Gr. de Nice

(1) Lire à ce propos « Nice, la baie des requins », Moreau éd., en vente à la librairie du Monde libertaire, 59 F.

FRONT NATIONAL CAMPAGNE ÉLECTORALE DE CHOC

Sous un chapiteau à moitié vide, Le Pen a présenté lundi 28 janvier, à l'espace Ballard, ses candidats aux élections cantonales.

Ce ne devait pas être la joie chez les militants du Front national. Déjà que le show Le Pen n'a mobilisé qu'entre 4 000 et 5 000 personnes (1), en plus le chef a dû retirer le nom d'un candidat à la faible liste des 130 prétendants.

Michel Chirat, candidat officiel du Front national dans le Lot-et-Garonne, ne figurera pas en haut de l'affiche. Et pourtant, il avait de l'avenir car, sur la liste de ces candidats aux cantonales, le mouvement de Jean-Marie Le Pen l'avait mis en bonne place. Mais voilà, Michel Chirat est actuellement en prison, inculpé pour l'agression de deux vieillards invalides (octogénaires). Alors forcément, la campagne du Front national sur l'insécurité en prend un sacré coup.

Rendez-vous compte, Michel Chirat, le jour, en train d'haranguer tous les petits vieux sur la place du marché, leur conseillant de bien fermer leurs portes et volets la nuit venue et de voter pour lui. La nuit venue, le candidat se transforme en un individu louche et va faire la peau à son éventuel électorat.

Réflexion faite, peut-être que Michel Chirat voulait utiliser d'autres armes plus convaincantes. C'est ainsi qu'il s'est présenté, le 8 novembre dernier, chez monsieur et madame Cara, avec deux acolytes encagoulés et munis de haches, de matraques, de fusils à canon scié... Et à votre avis, qui était le plus en sécurité ?

Ce furent M. et Mme Cara. Car, en voyant le véritable visage du Front national, ils se mirent à hurler si fort que leurs agresseurs prirent la fuite en voiture pour heurter un platane deux cents mètres plus loin. Nos « superdupont » prennent la fuite le long du Gers, à pieds, et finissent par se faufiler entre les mailles de la battue organisée de suite par les gendarmes.

Après enquête et filature, le trio infernal est arrêté le vendredi 25 janvier. Le même jour, les responsables du Front national, forcés de reconnaître bien malgré eux que Michel Chirat fait partie de leurs militants, ont précisé qu'il n'était plus candidat.

Max Gr. Augusto-Masseti

(1) L'Esplanade Ballard contient plus de 8 000 places.

LE DÉSERTEUR DU PLATEAU D'ALBION

DISPARU, recherché, retrouvé, déserteur, arrêté, puis libéré, le lieutenant Jean-Louis Cahu a récemment défrayé la chronique. Pensez donc : le premier militaire de carrière, officier de tir au Plateau d'Albion, contestant la politique de défense nucléaire et le faisant savoir. Henu en a été tout secoué et le ministère de la Défense s'est même fendu d'un communiqué indiquant : « Nous ne contestons pas qu'il puisse y avoir des cas de conscience », une première : reconnaître une conscience aux militaires.

Le déroulement de carrière du lieutenant Cahu est classique, jusqu'à la faille du 9 novembre 1984, date de sa désertion. Après trois années de formation d'électrotechnicien dans un lycée technique, il effectue son service militaire en 1978. A la fin de celui-ci, il souscrit son premier engagement, effectuant un stage d'officier de tir. En 1981, deuxième engagement pour une durée de cinq ans cette fois, qui le mène de Taverny (centre d'opération des forces aériennes stratégiques) au Plateau d'Albion, en 1982, où il est chargé de contrôler, surveiller et éventuellement tirer les missiles de la force de dissuasion.

La solitude du tireur de fond, peut-être ; de mauvaises fréquentations religieuses, humanistes et non-violentes, sans doute ; le conduisent à remettre en question la nécessité de la force de dissuasion française. Il l'avoue : « Face à l'augmentation du nombre

des armements nucléaires, à la menace qu'ils représentent pour l'humanité, aux dépenses qu'ils nécessitent face à l'accroissement du gaspillage des pays dits industrialisés et à la misère du tiers monde, je démissionne de cette utopie et dangereuse sécurité qu'est le paravent de la force de dissuasion. »

Nullement antimilitariste, le lieutenant Cahu ne critique pas l'armée, ni son rôle social. C'est le choix nucléaire qui le gêne, « représentant une menace latente de destruction de notre civilisation ». Pour nous, anarchistes, c'est l'armée qui représente un danger permanent pour notre liberté individuelle et collective, et pour notre émancipation. Cependant, ce professionnel déserteur pose également la question du problème de conscience, et de la possibilité pour un individu de changer d'opinion. Ce que l'armée n'accepte

pas et punit de 6 mois à 3 ans d'emprisonnement. Certes, l'article 93 du statut général des militaires indique qu'un contrat d'engagement peut être résilié à la demande de l'intéressé ; hélas !, l'armée peut refuser la résiliation, ce qu'elle fait régulièrement. Quand on vous dit qu'un militaire ne doit pas avoir de conscience !

Quoi qu'il en soit, le lieutenant Jean-Louis Cahu est inculpé de « désertion en temps de paix », devrait passer en procès le 20 mai 1985 et risque trois ans de prison. Le souci des militaires d'étouffer l'affaire ira-t-il jusqu'à reconnaître un droit de conscience aux soldats ? C'est à quoi s'emploie le comité de soutien (1), c'est ce que nous apprendrons au cours du procès.

Georges Host

(1) Comité de soutien à Jean-Louis Cahu, c/o C.O.D.E.N.E., 23, rue N.-D.-de-Lorette, 75009 Paris (tél. : 281.48.92).

J.-P. MOUILLE PROCÈS REPORTÉ

Le procès de Jean-Pierre Mouille, accusé de meurtre, sans preuve ni témoin, sur simple « intime conviction » du juge (voir M.L. n° 559) qui devait se tenir le 30 janvier a été reporté au 20 mars pour vice de forme.

La cour d'assise de Douai s'en tiendra-t-elle aux seuls faits ou bien va-t-elle tenir

compte du fait que J.-P. Mouille est un militant très actif de la lutte contre l'enfermement, co-fondateur du journal *Otages* et présent dans tous les combats anticarcéral ? A défaut d'être totalement innocenté, il devrait au moins bénéficier du doute ! A suivre donc...

Gil

JE VOUS SALIS MA RUE

ELLE s'est ravigotée la calotte. Rajournée. Vivifiée. En trois ou quatre ans, elle s'est même refait une drôle de petite santé. A peine la gauche aux commandes et top ! Pas touche à la liberté d'endocriner, d'en-bondieuser, de filtrer, de médiocriser, de trier à grands coups de chapelets et de porte-monnaie. Le bon grain d'un côté et le prolétaire de l'autre, à sa place le prolo, derrière la porte, juste au coin de la rue, histoire de bien les voir défilé. Une manif, deux manifs, trois manifs, « je vous salis ma rue » version B.C.-B.G., et le gouvernement va flancher. Exit la laïque, la palme pour les ensoutanés.

Du coup, ça leur a donné un petit coup de fouet à tous ces vaches de curés. Et toute la sacro-sainte charcuterie de relever le nez, branle-bas de combat chez les saucisses de sacristie et les andouilles de bénitier, mobilisation générale de tous les becs pointus et de tous les culs serrés. Tous unis, tous groupés derrière la bannière faisandée de la bonne moralité.

Une Eve détendue, les bras en croix, à l'affiche des cinés ?

Et paf ! Plainte, procès et victoire pour les curés. L'affiche censurée, un point de plus pour la bonne moralité. Cette fois-ci ça lui a même donné des idées au méchant peuple des bigots, des idées de coupe-papier, de carré blanc à volonté, une censure sur mesure, bien taillée, bien cadrée. L'inquisition de retour mais sur la pointe des pieds, avec moins de tortures mais autant de procès. Juste histoire de faire taire pour mieux s'entendre parler.

Et rebelote sur les cinés. Le *Je vous salue Marie*, les calotins



ça les a pas branché. Ça avait marché une fois, fallait pas se priver. Nouvelle plainte, nouveau procès. Le même sketch mais cette fois-ci en couleur, des commandos de paroissiens outrés perturbent la projection du film. Renseignements pris, l'une des associations plaignantes est présidée par le sinistre Romain Marie, dirigeant intégriste tristement connu et député européen du Front national à ses heures perdues. Comme quoi, le fagot ça peut aussi sentir le facho.

Fin du sketch, le jugement est rendu : les catho-réacs sont déboutés. Moins un pour la bonne moralité. Surtout que côté pub, ce dernier film de Godard, grâce au procès, a rudement bien assuré.

Dur, dur, pour les réacs. Ça les a quand même pas empêché de manifester à Dijon aux portes des cinés et de décrocher un prix de consolation par une municipalité fameusement mal-embouchée. A Versailles, le film a été interdit pendant plusieurs jours. Sale histoire, sauf que l'histoire, elle, retombe sur ses pieds : pas de vierge rouge pour les Versailles !

Jérôme Charentaise

C.F.D.T. RÉGION PARISIENNE DES SYNDICALISTES INADAPTÉS ?

Le dernier jour du congrès régional de la région parisienne C.F.D.T., les envoyées du confédéral Noël Maudray furent couvertes par les huées et les lazzi de 80% des 500 congressistes. La tête de ses supporters indiquait bien qui avait « perdu » ce congrès régional parisien.

Ce dernier, « l'œil de Belleville » (1) dans l'union régionale parisienne, avait bien précisé à ses troupes — commandées par l'union départementale de Paris — que les enjeux du congrès étaient : la réforme des statuts, la composition de l'équipe régionale. Nous allons évoquer ces points, les problèmes de stratégie syndicale seront évoqués dans un prochain article.

Centralisme ou fédéralisme

« Les règles de fonctionnement en disent autant sur la réalité profonde d'une orga-

nisation que ses textes d'orientation. Une organisation qui projette une société autogérée a-t-elle des structures qui permettent d'y préparer les militants, les adhérents, les travailleurs ? » (2). La réforme des statuts, proposée par le bureau régional, consistait à remettre le pouvoir à un bureau régional élu en congrès, donc incontrôlable pendant trois ans, doté d'un secrétariat permanent « homogène », nommant des permanents dans les unions départementales chargés de faire appliquer les directives centrales.

Ce n'est pas un hasard, si les syndicats des Yvelines combattirent violemment cette orientation dont ils avaient expérimenté la mise en place. L'union départementale 78 choisit son permanent, une stratégie de la tension fut mise en place par le « méchant » J.-P. B. (ex secrétaire général de la région) par des interventions de permanents régionaux dans chaque

conseil de l'U.D., allant jusqu'à la tentative de structurer une fraction clandestine dans l'U.D., dénommée « Alternative 78 » !

« A un fonctionnement du haut vers le bas, nous opposons une organisation basée sur des échanges multiples entre la périphérie et le centre, sur des orientations définies à tous les niveaux par des délégués mandatés et contrôlés : c'est le fédéralisme. » (2).

Ainsi ces statuts centralistes ne furent approuvés que par 46,3% des mandats, alors que les 2/3 auraient été nécessaires.

Equipe régionale sélection = trahison ?

Score à la mi-temps : 0 à 1. L'équipe au maillot confédéral allait-elle se racheter pour les élections du secrétariat régional ? C'était d'autant plus difficile, que de 6 en novembre 1984, ses présélectionnés se retrouvèrent... 0 au congrès. Sans

doute les épreuves de sélection trop dures et l'hostilité majoritaire du public d'Evry expliquent ce résultat.

Ils ne leur restaient plus qu'à jouer pendant et à tenter d'obtenir un match-retour (congrès extraordinaire après le congrès confédéral de juin prochain, par exemple).

Ainsi les attaques de plusieurs intervenants se concentrèrent sur une représentante de l'autre équipe, lançant des invectives contre l'extrême gauche et contre « P.A.D.S. » (3). Parallèlement, de fortes pressions furent faites sur le candidat de l'U.P.S.M. (4) pour qu'il se désolidarise de cette militante.

Le congrès trancha : les 3 candidats furent élus (52% pour la candidate de la Santé et 67% pour l'U.P.S.M. et les P.T.T.). Score final : 0 à 2. Pas de revanche possible puisque les statuts actuels prévoient un fonctionnement avec un

secrétariat régional de trois personnes minimum !

Ainsi que le rappellent les syndicats des Yvelines : « C'est à tous les niveaux de notre organisation que nous devons redécouvrir la solidarité avec les travailleurs de la P.M.E. locale, mais aussi avec les travailleurs de tous les pays. » (2).

Le fonctionnement du syndicalisme doit radicalement évoluer pour le permettre, car « de même que l'autogestion n'est pas la gestion par les travailleurs de chaque entreprise isolée des autres, le fédéralisme n'est ni « chacun pour soi » ni « Dieu pour tous » ; c'est la coordination effective des actions et des réflexions, des structures constituant l'organisation syndicale. » (2).

Serge

(1) Siège de la C.F.D.T.

(2) Extraits d'une intervention de neuf syndicats des Yvelines.

(3) Pour une autre démarche syndicale.

(4) Union parisienne des syndicats de la métallurgie.

LA F.E.N. EN CONGRÈS

Direction de la F.E.N. et intox des travailleurs

La F.E.N. tiend son congrès, à Lille, du 4 au 8 février 1985. Ce congrès se déroule sur fond de crise. La F.E.N. perd des adhérents, des militants plus encore ! Incapable de mobiliser, elle pèse de moins en moins sur les grands dossiers actuels (salaires, décentralisation, etc.). Elle vient de subir une retentissante défaite sur la question laïque. Elle voit enfin sa situation de quasi monopole sur le syndicalisme enseignant battue en brèche par l'apparition de nouveaux syndicats dont, bien sûr, F.O. Ce congrès est donc essentiel.

La majorité nationale U.I.D. (de sympathie socialiste) pourrait pourtant bien minimiser l'ensemble de ces problèmes ; les reconnaître imposerait fatalement l'ouverture d'un large débat, ce qui entraînerait trop de remises en cause... et, bien sûr, elle n'y tient pas !

Les enjeux de ce congrès seront pourtant d'importance : ou la F.E.N. « réagit » et tente de rompre avec une politique syndicale bien trop conciliante avec le gouvernement — politique qui mène à l'impasse —, ou elle se ferme les yeux et sa chute se poursuivra inexorablement, jusqu'à, peut-être, son éclatement !

La F.E.N. : compagnon de route du gouvernement !

La direction de la F.E.N. écrivait il y a trois ans : « Après le 10 mai, un grand espoir pour des changements profonds (...). Les portes de l'espoir sont ouvertes ! », et encore : « Cet avenir est porteur de tous nos espoirs, lorsqu'il laisse entrevoir la possibilité de satisfaction des multiples revendications formulées et non satisfaites au cours des 25 années écoulées (...). Qui donc semait les illusions qui allaient conduire aux défaites laïques et aux impasses actuelles ?

Aujourd'hui, le discours a peu changé : « Jamais, dit le rapport d'activité de la direction U.I.D., entre deux congrès, il n'y aura eu autant d'acquis, et pourtant le climat est à la morosité ». « Morosité », le mot est faible ! Quant aux acquis, où sont-ils donc ? Sûrement pas le nouveau statut de la fonction publique qui contient autant de pièges que de points positifs (dont la réaffirmation de la notation et de l'inspection). Sûrement pas l'heure d'information syndicale pendant les heures de travail dont le décret d'application n'est toujours pas paru au *Journal officiel*. Pas plus la réduction de la durée hebdomadaire de travail pour certains personnels puisqu'elle ne fut pas accompagnée de créations d'emplois et a donc abouti à une dégradation des conditions de travail... La liste serait longue !

Les défaites, elles aussi, sont nombreuses, nettes et d'importance : nos salaires ; la laïcité (défaite que le Conseil constitutionnel accentue encore davantage !) ; les accords Henu-Savary ; les jumelages école-entreprise, etc. Là encore, la liste serait longue ! Et jamais la F.E.N. n'a été capable, ni n'a voulu, organiser une riposte digne de ce nom !

Non seulement la F.E.N. gonfle démesurément des acquis qui n'en sont pas vraiment, non seulement elle gonfle, en revanche, des défaites graves de conséquences et excuse le gouvernement socialiste en relançant « cet héritage que nous aurions sans doute sous-estimé qualitativement et quantitativement » ; mais pire elle adhère à l'extraordinaire entreprise de mise en condition de l'opinion publique sur les thèmes de la crise, de l'effort de tous...

Ainsi, rappelle-t-elle sans cesse qu'il « faut tenir compte du contexte économique », cela pour conclure : « ce contexte ne se prête guère à la satisfaction tous azimuts de toutes les revendications en même temps. Gardons-nous, dans ce contexte, de minimiser les efforts successifs consentis par le gouvernement » ! C'est dédouaner d'avance le gouvernement de tous les coups bas portés contre le service public de l'Éducation nationale et ses personnels.

Après de telles déclarations, allez mobiliser les travailleurs ; une telle orientation syndicale, c'est tout au contraire les livrer pieds et poings liés à une politique d'austérité.

Précisons, pour être juste, que « Unité et Action » (majoritaire au S.N.E.S. et proche du P.C.F.), la seconde tendance en importance, a largement participé à ces renoncements, ne retrouvant combativité et esprit critique qu'après le départ du gouvernement des ministres communistes.

La décentralisation

Ce sera le thème central de discussion de ce prochain congrès. Je ne traiterai pas ici des nombreux dangers que contiennent ces lois de décentralisation, l'ayant fait dans des articles spécifiques (cf. « L'année de la décentralisation », M.L. n° 560 et « La décentralisation dans l'Éducation nationale », p.12 de ce numéro). Et chaque militant de la F.E.N. est, je crois, tout à fait conscient de ces dangers. Ainsi, un précédent congrès de la F.E.N. — celui d'Avignon — exigeait : « qu'il n'y ait pas de décentralisation du service public sans unification laïque ».

Il y a un an, Pommateau, secrétaire général, écrivait encore au président de la République : « Si un gouvernement tentait de mettre en place de telles mesures de décentralisation dans l'Éducation nationale sans que soit engagée, de manière concomitante, l'unification du système éducatif, il faut qu'il sache qu'il en résulterait inévitablement un conflit majeur avec la F.E.N., et que nous mettrions tout en œuvre pour stopper un processus que nous considérerions alors comme le plus grave coup qui ait jamais été porté à l'enseignement public ».

En effet, il est vrai que, dans ce contexte de dualisme scolaire, la décentralisation sera une arme redoutable dans les mains des adversaires de l'école publi-

que. Aujourd'hui pourtant, ces refus nets de la F.E.N. sont oubliés ; sa direction appelle à participer à la mise en place de ce qu'elle condamnerait il y a peu. Tout juste parle-t-elle de vigilance. U.I.D. précise : « Il n'est plus temps, aujourd'hui, de s'interroger sur le bien fondé d'une telle mutation : elle est là (...) » ; le choix de ce thème de discussion semble donc répondre à la seule volonté de soulager sa conscience mais certainement pas d'engager la lutte !

On le voit, ces défaites, ces renoncements font la part belle aux concurrents de la F.E.N. ; cela même si ceux-là n'ont guère la conscience plus tranquille. Ainsi, de plus en plus, l'influence de la F.E.N. est battue en brèche ; de plus en plus, la division syndicale s'installe comme un fait accompli chez les personnels de l'Éducation nationale. Les militants de la F.E.N. sauront-ils entendre cette alarme ?

Comment réagir ?

Les militants libertaires adhérents à la F.E.N. (où ils se retrouvent dans la tendance syndicaliste-révolutionnaire : l'École émancipée) exigeront que la F.E.N. modifie profondément son orientation et son fonctionnement :

- 1^{re} exigence : le retour à une véritable indépendance syndicale envers les partis politiques, bien sûr, et envers le gouvernement également.
 - 2^e exigence : ouvrir le débat pour d'autres perspectives en rupture avec le capitalisme et donc cesser de développer des analyses mensongères conformes à l'idéologie dominante (voir analyse de la crise).
 - 3^e exigence : un changement profond des structures de l'organisation. La F.E.N. n'est plus qu'un cartel d'une multitude de syndicats parfois concurrents (une cinquantaine ! Pourquoi pas, demain, 60 ou 100 ?) ; ce qui ne peut que nourrir les corporatismes. Seul un syndicat unique des travailleurs de l'Éducation nationale pourrait permettre l'élaboration collective de revendications unifiantes et mobilisatrices.
 - 4^e exigence : retrouver la démocratie syndicale. La F.E.N. a de plus en plus un fonctionnement bureaucratique ; les sections de base (les sections départementales donc) ne reçoivent pas même les moyens financiers de vivre réellement. Il faudrait aussi limiter la durée des mandats ; que disparaissent ces responsables syndicalistes coupés de leur base et des réalités du terrain.
- Enfin, la F.E.N. pourrait peser et travailler à la réunification organique du mouvement syndical ; cela à l'heure où la division nuit tant à la défense des travailleurs et où s'élèvent aussi, dans les autres confédérations, des voix en faveur de l'unité. Tel n'était-il pas d'ailleurs l'un des buts que s'était assignée la F.E.N. en 1947 ?

L'ampleur de la tâche est immense, mais les enjeux le sont aussi. Il y va du devenir de la F.E.N. et de celui de l'école publique dont l'avenir est intimement lié à celui de la fédération.

J.-M. Bavard
Liaison de Noyon

CALÉDONIE FRANÇAISE SOUVENIRS, SOUVENIRS...

V OILÀ que ça recommence ! Les coups de klaxon sur l'air de l'Al-gé-rie-fran-çaise, les sabotages, les meurtres, les émeutes causés par les brailards de « La France aux Français ». Les pantalonades et gesticulations des lamentables politiciens de droite sans vergogne qui, naguère, hurlaient contre l'atteinte portée à l'intégrité du territoire, à la grandeur de la France, et qui ont fini par signer les accords reconnaissant l'indépendance de l'Algérie. Aujourd'hui comme autrefois, ils proclament bien haut leur refus de discuter avec les vrais interlocuteurs, qui sont traités de rebelles, terroristes, voleurs, violeurs, bandits, etc. On accumule les ruines, on amoncelle les morts, par stupidité, par avidité. Eternel recommencement...

Vers une nouvelle guerre d'Algérie ?

Pourtant, on le sait, l'histoire ne se répète jamais exactement de la même façon. Ainsi, cette fois — du moins au moment où ces lignes sont écrites ! —, les socialistes ne semblent pas vouloir recommencer en Nouvelle-Calédonie une nouvelle guerre d'Algérie. On sait aussi que la situation n'y est pas la même. En Algérie, un million de pieds-noirs faisaient face à huit millions d'Arabes et de Berbères ; en Nouvelle-Calédonie, les Canaques sont en légères minorités par rapport aux Blancs et aux représentants d'autres ethnies. C'est pourquoi le plan Pisani, compte tenu des forces en présence, et même s'il ne met pas fin radicalement à la colonisation, peut être une base de discussion. Ce sera aux Kanaks de juger, et à eux seuls.

On peut craindre que tout ne se passera pas sans douleur. Les Caldoches, possesseurs de grands domaines qui furent enlevés aux Kanaks, persuadés de leur bon droit, ne rendront pas les terres si facilement. Imbus de leurs préjugés, de leur mépris des autochtones, excités par les poussa-crime d'extrême droite, ils ne peuvent comprendre les changements qui se font dans le monde. Ils ne croient qu'à la répression et accusent de trahison tous ceux qui refusent de considérer comme inférieures les civilisations différentes de la nôtre, qui ne veulent pas être complices des colonialistes, ou qui sont tout simplement assez intelligents pour comprendre que le temps du colonialisme brutal est passé et que, si l'on veut sauvegarder la présence française, il faut traiter rapidement avec ceux qui se révoltent, plutôt que de tout perdre.

On a beau être habitué, on reste toujours effaré devant la haine, la violence dont font montre les hystériques du nationalisme. A la place du président du gouvernement

territorial de Nouvelle-Calédonie, Dick Ukéwé, on se sentirait quand même quelque peu gêné en lisant ce qu'écrivent ces agités de droite et d'extrême droite. Ainsi, comme ce sinistre crétin de Thierry Desjardins dans *le Figaro* : « Les premières victimes sont mêmes retenues en otages, c'est tout juste si les Canaques ne font pas déjà chauffer la marmite. » C'est dur quand on est Kanak de vouloir être Français à tout prix, d'être membre du R.P.(C).R. et d'avoir des « amis » qui disent de telles choses ! On peut trouver d'autres élucubrations du même genre dans *le Matin* du 25 janvier, réunies sous le titre : « Les nostalgiques de l'Occident crétin ».

Solidarité internationale !

Daniel Guerrier, dans son très bon article du *Monde libertaire* du 3 janvier, a exposé les raisons pour lesquelles il affirme que les libertaires doivent soutenir la lutte du peuple kanak pour son indépendance.

Certes, il sera facile de rétorquer que ces luttes pour l'indépendance ont abouti la plupart du temps à la création d'Etats dictatoriaux, sans grand bénéfice pour les peuples qui s'étaient affranchis du joug colonial. Mais la faute à qui ? Qui a poussé Cuba dans les bras de l'Union soviétique, sinon les Américains qui soutenaient l'immense dictateur Batista. Qui a poussé Ho-Chi-Minh dans les bras de la Chine et de l'U.R.S.S., sinon les Français d'abord, et les Américains ensuite. Demain, que fera le Nicaragua ? L'Algérie n'a échappé à l'emprise directe de l'un des deux « Grands » que grâce à sa position géographique parmi les pays arabes qui ont apporté leur aide aux combattants du Front de libération nationale. Un régime de parti unique a bien été établi, mais sa dictature n'est pas si totale qu'ailleurs.



Meeting du 29 janvier à Paris.

Tous ces peuples, comme tous les peuples, devront mener une lutte longue, difficile, dure, pour arriver à leur émancipation. Personne ne peut — et ne doit — lutter à leur place. En revanche, la solidarité ne doit jamais faire défaut à ceux qui ont entrepris le combat, et particulièrement la solidarité des libertaires, parce que c'est un principe fondamental d'aider les exploités, les opprimés.

En fait, le débat dans les milieux révolutionnaires en général, et chez les libertaires en particulier, est de toujours. Ainsi : faut-il se battre avec les syndicats pour obtenir des réformes, des améliorations des conditions de travail, qui risquent de retarder la révolution nécessaire ? Faut-il militer dans les syndicats pour impulser les luttes au risque soit de servir de caution, soit de contribuer à donner une bonne image — mais fautive — de l'organisation syndicale ? Etc. Questions posées depuis des décennies. Ce débat peut être intéressant pour la théorie, il est peu utile dans la vie quotidienne. Les travailleurs ont répondu depuis longtemps : ils agissent pour arracher ce qu'ils peuvent à leur employeurs, ce qui ne les empêche pas toujours de comprendre que ce qu'ils acquièrent est précaire et qu'il serait nécessaire de changer de système social.

Etre au cœur des luttes !

Les groupes révolutionnaires qui ne participent pas au combat quotidien des travailleurs, si modeste soit-il, si décevant qu'il paraisse parfois, sont condamnés à n'avoir aucune influence. Ils se transforment en groupes d'études ou se radicalisent en groupes sectaires, menant les uns contre les autres une lutte acharnée. Ils tombent quelquefois dans le terrorisme. Pendant ce temps, les travailleurs, indifférents à leurs gesticulations, quand ils ne sont pas franchement hostiles, mènent leurs bagarres avec leurs organisations traditionnelles.

Ne pas être solidaires de ceux qui veulent se libérer d'une puissance coloniale, d'une dictature, qui luttent pour de meil-

leurs conditions de vie, même s'il ne s'agit pas d'un combat libertaire, c'est s'ôter tout crédit et rendre inefficace, d'emblée, la propagation des idées anarchistes.

La controverse n'est certes pas close ! Pour terminer, je

repris simplement ce qu'écrivait Thierry dans *le Monde libertaire* du 24 janvier : « Soutenir le F.L.N.K.S., ne nous empêche pas de continuer le combat idéologique contre le marxisme, l'Etat et le capital. » C'est évident...

André Devriendt

TEXTE ADRESSÉ AU PEUPLE KANAK LORS DU MEETING DU 29/01/85

L' ETAT français est un rude colonialiste. Malgré ses prétentions à respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il ne s'est retiré de ses colonies qu'après de longues guerres contre les peuples qui se libéraient, avec leur cortège de morts et de destructions.

Lorsque les territoires occupés par l'armée et l'administration françaises devenaient, par la volonté politique de domination et d'exploitation, des colonies de peuplement, les guerres de libération ont atteint le sommet de la cruauté et de la violence.

L'Etat français, aujourd'hui, se trouve de nouveau confronté à une communauté humaine qui exige son indépendance. La longue occupation de la Nouvelle-Calédonie et les décisions prises au sommet de l'Etat ont fait que les Kanaks sont minoritaires en nombre sur leur propre territoire.

L'Etat français peut, avec les moyens politiques et militaires dont il dispose, briser par la force le peuple kanak, comme il le fit à plusieurs reprises. Déjà, des militants indépendantistes ont été assassinés par des unités de gendarmerie. L'Etat français continuera, s'il estime devoir préserver ses intérêts économiques et la surface de son appareil militaire, particulièrement les sites d'expérimentation nucléaire, s'il pense ainsi pérenniser son contrôle sur les autres possessions du Pacifique. Il continuera s'il a les mains libres.

La construction, en France, d'un courant d'opinion appuyant les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, et prêt à s'opposer à toute tentation de recours à la violence, qu'elle vienne de l'extrême droite ou de la direction de l'Etat, sera déterminante.

La Fédération anarchiste française appelle tous ceux qui se réclament du socialisme et de la liberté à soutenir la lutte de libération du peuple kanak et à se mobiliser pour mettre en échec toutes les tentatives d'étouffement de cette lutte, par la répression ou les manœuvres électorales.

Le chemin pris par les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie est hérissé d'embûches. Trop de luttes de libération nationale ont donné naissance à de nouvelles dominations, nationales ou impérialistes : la lutte armée et les affrontements entre communautés dégénèrent souvent en dictature.

Il est de la responsabilité de la population de la métropole coloniale de peser afin que les conditions de la réalisation de l'indépendance soient les meilleures possibles. Plus important sera notre soutien, plus grandes seront les possibilités pour le peuple kanak et les habitants de Nouvelle-Calédonie de s'engager après l'indépendance sur la voie de l'émancipation des travailleurs.

Il s'agit aujourd'hui de poursuivre et d'amplifier la solidarité qui s'amorça il y a plus d'un siècle entre la communarde Louise Michel et les insurgés kanaks de 1878.

La Fédération anarchiste française envoie son fraternel salut au peuple kanak et aux travailleurs de Nouvelle-Calédonie. Elle les assure de son soutien actif pour l'indépendance et pour la construction du socialisme authentique, sans classes ni Etat.

Secrétariat aux Relations extérieures de la F.A.

SUR LE TERRAIN LA RÉPRESSION

T ANDIS que l'extrême droite alourdit sa pression sur le « caillou », 106 Mélanésiens pourrissent actuellement dans les geôles calédoniennes. Selon certaines informations, confirmées le 29 janvier dernier lors du meeting de solidarité avec le peuple kanak, certains militants du F.L.N.K.S. emprisonnés auraient été victimes de sévices corporels.

Le meurtre, les détentions arbitraires, la torture, le quadrillage du territoire sont des échantillons parlants de la réalité de l'ordre colonial pour la Nouvelle-Calédonie.

Philippe
Gr. Kropotkine

HAÏTI : SOUS LES COCOTIERS L'ENFER !

LE 1^{er} janvier 1804, l'indépendance de Haïti est proclamée. C'est le premier pays à s'être débarrassé du colonialisme. Aujourd'hui, après être retombé sous le joug américain, Haïti vit sous la botte du clan Duvalier, au pouvoir depuis 1957.

Situation économique et sociale

Haïti est le pays le plus pauvre d'Amérique latine et en même temps celui où la polarisation sociale et économique est la plus nette. On comptabilise 200 millionnaires en dollars américains et 3 800 familles extrêmement riches, tandis que 94% de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté et ne prend que trois repas par semaine !

Il y a surexploitation des ouvriers qui n'ont aucun droit véritable, dans un secteur industriel squelettique : soixante-cinq pour cent de la population subit le chômage et le sous-emploi sans aucune couverture sociale. Les paysans, de leur côté, sont écrasés par des vagues de dépossession en faveur du clan duvalieriste. On observe une diminution continue des surfaces cultivables due à l'érosion et à l'épuisement des sols. Face à cet état de fait, aucune décision gouvernementale n'a été prise. Les paysans ne disposent ni d'engrais ni de moyens de culture appropriés. L'élimination des cochons haïtiens, sous prétexte de fièvre porcine, a provoqué une grave crise dans les campagnes où ils servaient à la fois à l'alimentation et comme réserve monétaire en cas d'urgence. On note un vieillissement de l'appareil productif : en 1980, les récoltes n'ont pu satisfaire que 65% de la demande pour la consommation intérieure. Le pays importe dorénavant du riz et du sucre, alors qu'auparavant il en exportait. Il y a une absence complète de politique sanitaire, ainsi le paludisme, la lèpre et la tuberculose se développent.

Haïti est un des seuls pays où l'analphabétisme progresse et dépasse les 80%. On dénombre un lycée pour 35 prisons et 189 soldats pour un enseignant ! La très grande majorité des enfants scolarisés se trouvent dans des écoles privées dépendant des communautés religieuses. Le taux de scolarisation est resté inchangé depuis 1965. De 69% d'enfants souffrant de malnutrition en 1958, on en est arrivé aujourd'hui au chiffre de 87%, et 50% d'entre-eux meurent avant d'atteindre l'âge de 4 ans.

Les Duvalier ont conçu le territoire comme une propriété personnelle. Les plus grandes plantations et les meilleures terres leur appartiennent. Ils contrôlent le marché de l'immobilier, investissent dans le tourisme et les grands restaurants. La fortune de Jean-Claude Duvalier, dans les banques étrangères, est estimée par les journaux américains à plus de 300

millions de dollars. Ce qui n'a jamais été démenti.

L'aide alimentaire et médicale internationale est détournée pour alimenter les circuits du marché noir. Le clan Duvalier est également impliqué dans le commerce de la drogue. La traite des Noirs a été réhabilitée : le gouvernement loue 15 000 coupeurs de cannes chaque année aux entreprises sucrières dominicaines.

L'appareil répressif

Les éléments de domination traditionnelle : lois, décrets ne suffisent plus pour contrôler la situation, le pouvoir a institutionnalisé la violence. Il fait de la terreur et de la répression une méthode de gouvernement. C'est donc l'arbitraire le plus total qui régit les rapports entre gouvernants et gouvernés.



L'armée joue un rôle plus important que par le passé, notamment avec ses troupes de « léopards » spécialement entraînées à la lutte antiguerilla. Ses cadres sont régulièrement formés aux Etats-Unis. La milice compte actuellement 35 000 « tontons macoutes ». Son évolution traduit une volonté de « macoutisation » de l'ensemble de la société. Leur entraînement et leur équipement en armes deviennent systématiques, et on cherche à enrôler les leaders communautaires.

L'assassinat politique est légalisé par la loi du 28 avril 1969, dite loi anticommuniste (1). Les arrestations, suivies de disparitions, restent le lot de tous ceux qui ne bénéficient pas d'une notoriété ou d'appuis efficaces. La presse et la radio sont musclées, ainsi que les œuvres littéraires, les pièces de théâtre et les rares productions cinématographiques.

Comme dans les autres pays de la région, la hiérarchie catholique est résolument du côté du pouvoir. Depuis 1976, de nombreuses sectes fondamentalistes quadrillent la paysannerie et lui proposent comme unique solution : la prière et le respect de l'autorité absolue. Ce déferlement de pasteurs américains, leaders de sectes religieuses, n'est en rien innocent. Il s'agit de maintenir le statu quo pour éviter tout mouvement social.

Une opposition minoritaire et divisée

On peut dicerner trois courants opposés au duvalierisme :

- la droite traditionnelle pro-américaine. Son action n'est pas limitée au renversement de Duvalier, mais à contrecarrer toute avancée de la gauche.
- Les centristes : le Parti social-chrétien

lations rurales, dans un premier temps vers les villes, puis vers l'étranger, est un fait dorénavant inscrit dans le quotidien. Il est le résultat de la misère et de la répression dont est victime la petite paysannerie. Elle s'est toujours opposée à son intégration dans le circuit de production marchande basé sur la concentration des terres agricoles et pratiqué un système d'agriculture essentiellement orienté vers l'autosubsistance. Cette résistance traditionnelle prend de plus en plus des formes conscientes et organisées.

L'oncle Sam veille !

Durant les années 1977-1980, une certaine libéralisation eut lieu sous l'impulsion du président américain Carter. On assista lors de cette brève période à l'émergence publique de partis politiques, de syndicats, d'un courant d'information indépendant. Elle fut interrompue brutalement par Duvalier au moment de l'élection de Reagan à la Maison Blanche. En février 84, des élections législatives ont eu lieu auxquelles ne participèrent que des candidats du parti duvalieriste. De leur côté, le R.D.N.P. et la démocratie chrétienne décidèrent de ne pas participer à « cette farce à usage extérieure, organisée sous la pression des Etats-Unis ».

C'est en mai 1984, qu'eurent lieu les derniers événements qui montrent que tout espoir n'est pas perdu pour le peuple haïtien. Les émeutes de Gonaïve se sont rapidement transformées en démonstrations d'opposition au régime. Une semaine plus tard, ce fut le tour de Cap-Haïtien (deuxième ville du pays) d'être secoué par les révoltes des quartiers les plus pauvres. On y vit même des pancartes proclamant « A bas Duvalier ! », fait sans précédent.

A cette occasion, l'ambassadeur américain à Haïti avait fait savoir que si Port-au-Prince bougeait lui aussi, il ferait venir 1 600 marines pour rétablir l'ordre. Pour le Country Development Strategy Statement, « Haïti a une position stratégique importante, et l'existence d'un gouvernement et d'une population non hostile est d'un intérêt fondamental pour la sécurité des Etats-Unis ». Washington voudrait établir dans la baie du Môle-Saint-Nicolas une base navale, en remplacement de celle de Guantanamo, à Cuba, dont le bail arrive à échéance.

La mainmise américaine sur Haïti n'est un secret pour personne, mais la classe dirigeante nationale a également le soutien d'Israël, du Canada et de la République fédérale d'Allemagne. Les Etats-Unis voudraient voir Haïti se libéraliser et entrer dans le système capitaliste moderne. Ceci serait facilité par le remplacement de Duvalier, hostiles à tout changement ; mais la droite d'opposition s'est toujours révélée incapable de se constituer une base suffisante pour éviter tout dérapage à gauche. Pour l'instant, selon les plans de développement américain, Haïti doit renoncer aux cultures traditionnelles et se lancer dans la production de cultures correspondant aux besoins du marché américain, d'où le projet de concentration des terres. Ce pays deviendrait ainsi exportateur de fruits et de légumes pour les Etats-Unis et importateur de denrées alimentaires de première nécessité !

Haïti, pays sous-développé, vit dans une crise continue. Les intérêts du peuple n'ont guère de poids face aux intérêts et aux impératifs de l'impérialisme américain qui s'étend sur toute l'Amérique latine. Pour notre part, nous ne cesserons pas de dénoncer tous ses méfaits et de le combattre sous toutes ses formes.

Jean-Claude
Gr. Kropotkine

(1) Voir encadré.

LOI ANTICOMMUNISTE DU 28 AVRIL 1969

Article 1^{er} : Sont déclarés crimes contre la sécurité de l'Etat les activités communistes sous quelque forme que ce soit. Toute profession de foi communiste, verbale ou écrite, publique ou privée. Toute propagation des doctrines communistes ou anarchistes par conférence, discours, causerie, lecture, réunion publique ou privée ; par tracts, placards périodiques, revues, journaux, brochures, livres, images. Toute correspondance écrite

ou verbale avec des associations soit locales, soit étrangères, ou avec des personnes qui s'adonnent à la diffusion des idées communistes ou anarchistes, de même que le fait de recueillir des fonds destinés directement à la propagation des dites idées.

Article 4^e : Seront punis de la peine de mort les auteurs des crimes ci-dessus prévus ; leurs biens et immeubles seront confisqués et vendus au profit de l'Etat.

GRANDE-BRETAGNE : L'ANARCHISME DANS LA RÉGION DE GLASGOW

B IEN que la gestion capitaliste de la « crise économique » ait l'air d'entraîner un recul des révolutionnaires, les activités organisées en commun par les « Clydeside Anarchists » (anarchistes de la région de Glasgow) ont pris un essor certain ces dernières années. Le regain de ces activités collectives est dû en grande partie au soutien aux émeutes de 1981, à la campagne antimilitariste de 1982, aux meetings publics et aux prises de parole dans la rue organisées en 1983 et au soutien à la grève des mineurs en 1984.

Les premiers anarchistes écossais

L'héritage anarchiste, avec ses tendances anarcho-syndicaliste, communiste libertaire et individualiste, date de 1890, cette année fut créé le premier groupe anarchiste de la région à la suite de la dissolution de la Ligue socialiste. L'un des traits caractéristiques du militantisme anarchiste dans cette région est un manque de continuité entre les différentes générations.

C'est ainsi que le groupe de 1890, malgré un découragement général en Grande-Bretagne, survécut tant bien que mal à la guerre des Boers et eut des activités sporadiques à Glasgow et à Paisley, au début de ce siècle. Il y eut ensuite, en 1912, l'hebdomadaire syndicaliste *The Anarchist*, impulsé par George Barrett et diffusé dans toute l'Angleterre. Puis, les militants locaux s'investirent dans les journaux antiparlementaires de Guy Aldred : *The Herald of Revolt* (« Le Héraut de la révolte »), *The Spur* (« L'Aiguillon ») et *The Commune*. Ensuite vinrent, au début des années 30, des militants comme Willie Mc Dougall et James Murray. Ils durent subir les arrestations qui eurent lieu pendant la Première Guerre mondiale, le découragement qui suivit l'échec des expériences révolutionnaires, le chômage généralisé, l'expérience du Parti travailliste au pouvoir, la débâcle de la grève générale de 1926

et la domination des bolcheviks sur la gauche révolutionnaire.

Une autre génération d'anarchistes apparut pendant la Seconde Guerre mondiale, et les anarchistes de Glasgow furent pratiquement les seuls, dans la classe ouvrière, à se manifester aussi bien dans la rue que sur les lieux de travail ; cette influence fut en partie relayée par le *War Commentary*. Cependant, à quelques exceptions près, cette génération cessa ces activités au bout de quelques années, entraînée par la reconstruction de l'après-guerre et par la guerre froide.

Les années 60-70

Dans les années 60 apparut un nouveau genre de militantisme anarchiste. L'accent fut mis davantage sur les méthodes d'action directe que sur la propagande. C'est ainsi que le groupe autonome Solidarité fut créé à partir de la tendance Action directe du Mouvement antinucléaire, par des gens qui sentaient le besoin de susciter une réaction sur les lieux de travail. Un autre phénomène nouveau dans les années 60 fut l'apparition d'éléments déclassés et sans formation anarchiste, à l'opposé des prolétaires autodidactes du passé, et il y eut souvent peu de continuité entre des groupes successifs.

C'est ainsi que le Groupe anarchiste de Glasgow se créa en 1975 avec des gens qui n'avaient aucun rapport avec l'Organisation des anarchistes révolutionnaires de 1971-1973 ou avec le magazine *Black Shelf*. On assista à une rébellion culturelle et à une marginalisation de la minorité révolutionnaire dans les squats et dans les projets alternatifs. Il y eut une tentative pour rompre cet isolement et aller vers les autres : actions pour des transports gratuits, syndicat de chômeurs, journaux locaux radicaux (*Glasgow People's Press*, 1977-1978). Les questions à l'ordre du jour étaient le situationisme ou la participation à *Anarchist Worker*, à *Solidarity for Social Revolution* ou à *Black Flag* (1). Ce fut aussi l'époque où apparut l'antisexisme, et un nombre

croissant de femmes se tourna plutôt vers les mouvements féministes.

Les « Clydeside Anarchists »

L'actuel groupe des « Clydeside Anarchists » s'est formé peu à peu en 1981-1982 autour du magazine *Practical Anarchy* (2), qui fut d'abord limité à la ville de Paisley, puis s'étendit ensuite à la région de Glasgow et fut transformé en mensuel imprimé à partir d'avril 1982, numéro dont l'éditorial était : « Les Malouines ? Rien à foutre ! ». Il y eut d'autres projets cette même année, comme la création d'un groupe de jeunes, qui ne purent se concrétiser ; mais l'anarchisme refit surface grâce à des diffusions sur les lieux de travail et dans des manifestations. Le groupe participa à une librairie alternative et publia plusieurs brochures, toutes épuisées maintenant (*The Bourgeois Role of Bolchevism*, *The End of Music*, *Art and Anarchism*, *Education* :



Manifestants arrêtés en Grande-Bretagne.

The Anarchist Approach). Le groupe vit venir à lui de nombreux militants déçus par des groupes trotskistes, mais son organisation resta étroitement liée au journal.

Près de 100 000 exemplaires de journaux et tracts ont été ainsi distribués ces dernières années (en août 1982, 12 000 exemplaires d'un numéro antimilitariste furent distribués, mais la moyenne tourne autour de 3 000). Il est toujours difficile de juger de l'impact, mais nous avons délibérément choisi un style « populaire », de bonne qualité, destiné à un public aussi large que possible. Certains groupes de gauche pourraient prendre des leçons, surtout après le raz de marée conservateur de 1983, en voyant le nombre de meetings publics organisés par les « Clydeside Anarchists », leur présence dans la rue, parti-

TREIZE ANARCHISTES ARRÊTÉS A CLYDESIDE

TREIZE anarchistes de la ville de Clydeside ont été arrêtés pour avoir effectué une quête, illégale, sur la voie publique. Ces fonds étaient destinés aux enfants des mineurs britanniques. Suite à l'intervention de la police, leur action a été interrompue, et les fonds ainsi récoltés confisqués par la police.

Douze personnes sont passées en jugement ; l'une d'entre elles ayant été relaxée pour insuffisance de preuves. Le procès ayant été ajourné en avril, les onze militants anarchistes ont été mis en liberté sous caution. Affaire à suivre...

Extrait de « Freedom »

culièrement grâce à leur stand dans la zone piétonnière d'Argyle Street, et la prolifération de feuilles d'informations locales comme à Kilmarnock, à East Kilbride ou à Falkirk. Comme pour les différents groupes qui se sont succédés depuis les années 60, l'accent est mis sur l'action directe et sur la propagande par le fait, mais aussi sur le rôle du journal pour détruire certaines « illusions » et répandre l'information sur des

ti communiste, consistant à envoyer la police contre ceux qui font les collectes et à essayer d'empêcher que les fonds récoltés soient versés directement aux communautés minières locales. Mais, ils n'ont pas réussi à empêcher ceci : les 6 000 livres récoltés ont été versés directement et des contacts se développent avec les communautés des Lothians et de l'Ayrshire.

Au cours du développement de *Practical Anarchy*, l'accent fut mis de plus en plus sur les articles de propagande, et non plus sur des discussions. Deux numéros spéciaux de quatre pages sont sortis, contenant des articles de propagande, pendant que se créait un journal trimestriel (tout d'abord sous l'étiquette « Clydeside Anarchists », mais dont les prochains numéros seront publiés de manière autonome et sous un titre différent) pour servir de forum de réflexion sur la théorie, la stratégie et l'analyse de la société moderne. Mais le point fort du groupe est au niveau de ses activités et, ces derniers mois, un nombre croissant de punks et de défenseurs des droits des animaux nous ont rejoint dans cette analyse, et en particulier en ce qui concerne l'action directe et les activités de soutien aux mineurs en grève ; c'est ainsi que des anarchistes de la région publient *Counter Information*, chronique relatant régulièrement les initiatives des mineurs dans leur lutte contre la police.

Comme le groupe des « Clydeside Anarchists » n'est pas polarisé sur les squats et qu'il est géographiquement dispersé dans toute la région de Glasgow, les individus ont le droit d'agir au nom du groupe, qui est composé essentiellement de militants au chômage ; ce qui fait que les problèmes financiers sont constants au journal. Bien que s'étant concentré ces derniers temps plutôt sur certaines activités, le groupe a toujours souligné qu'il est une organisation fédérale, encourageant les initiatives autonomes, et non pas un groupe unitaire où l'organisation dirigerait l'ensemble des activités.

D'après « Freedom »

(1) « L'Ouvrier anarchiste », « Solidarité pour la révolution sociale », « Le Drapeau noir ».
(2) La « Pratique anarchiste ».

ITALIE MOTION ANTIMILITARISTE DE LA F.A.I.

L'ASSEMBLÉE antimilitariste de Bologne, promue par la commission de la F.A.I., a rassemblé des compagnons provenant de plusieurs villes italiennes. Cette assemblée adhère à la proposition de manifestation avancée par le mouvement antimilitariste de Bergamo sur les points suivants :

- Contre l'incarcération militaire et en solidarité avec le compagnon anarchiste Mario Terzi emprisonné pour refus d'obéissance au service militaire ;
- contre les productions et les dépenses militaires ;
- contre le nucléaire militaire et civil ;
- contre la militarisation de la société et du territoire ;
- pour la diffusion de l'insoumission sociale et militaire.

Conformément aux indications des compagnons de Bergamo, la manifestation se déroulera le samedi 23 mars.

D'après « Umanita nova »

« LE BOURRAGE DE CRÂNE »

BOURRAGE de crâne, fausses nouvelles, propagande, « intoxic », sont le lot de toutes les guerres modernes. Le but : tromper les participants, leur faire croire que la boucherie est une radieuse partie de plaisir. Depuis la Première Guerre mondiale, les procédés se sont raffinés, ont acquis un impact plus grand, la vérité devient plus difficile à cerner.

En 1932, dans *Le Crapouillot*, Jean Galtier-Boissière, grand pourfendeur des crimes de l'Etat-major français (1), analysait les principes du bourrage de crâne. C'est cet article que nous vous présentons aujourd'hui.

« **E**N temps de guerre, observe Ponsoby, manquer au mensonge est négligence, douter d'un mensonge est félonie, dévoiler un mensonge est un crime. »

Le premier principe du « bourrage de crâne », c'est que la guerre n'est pas meurtrière, ou plus exactement n'est meurtrière que pour l'ennemi. Dès le 4 août 1914, *Le Temps* donnait le ton : « Au moment où va débiter une tragédie dont nous ne sommes pas les auteurs, il est bon de prévenir certaines impressions d'imagineries décourageantes. On croit généralement qu'il en résultera ce qu'on a coutume d'appeler des "pertes effroyables" en hommes. Aussi faut-il redresser les idées à ce sujet à l'aide des statistiques établies après les dernières grandes guerres. Elles démontrent, en deux mots, que plus les armes se perfectionnent, plus le nombre des morts et des blessés diminue. »

En France la dissimulation des pertes fut d'autant plus aisée qu'aucun contrôle n'était autorisé. Il suffisait, pour tranquilliser le peuple habitué à croire aveuglément tout ce qui est imprimé, d'affirmer « pertes minimes », « peu importantes », « peu élevées » ; on ajoutait négligemment que les obus ennemis n'éclataient pas et que nos petits troupiers « se riaient » de la mitrailleuse. Il était de règle de considérer toujours les pertes de l'adversaire comme très supérieures aux nôtres, soit qu'il attaquaît en formation serrée que nous « fauchions » avec aisance, soit qu'il se maintînt sur une défensive, meurtrière pour lui seul. L'offensive systématique fut continuellement prônée par les journaux français comme la meilleure protection du soldat alors qu'elle est la méthode de combat la plus coûteuse en vies humaines. Mais quand, à Verdun les Allemands attaquèrent, nos « souteneurs du moral »

découvrirent subitement toute l'efficacité du tir de défense, encore qu'on éprouva le besoin de forcer la note par un subterfuge imprévu : tous les quinze jours, le chiffre des pertes allemandes, nous raconte Jean de Pierrefeu, était automatiquement augmenté de cent mille.

Le second principe du « bourrage de crâne » c'est que les mots ne signifient pas la même chose suivant qu'il s'agit des amis ou des ennemis. Lorsque nous prenons deux lignes de tranchées, c'est un grand succès, puisque nous avons avancé ; mais si l'ennemi ne prend que deux lignes de tranchées, c'est un échec, puisqu'il n'a pas percé. Si nous nous emparons d'un village ruiné, c'est une victoire ; si l'ennemi prend une ville de cent mille habitants, « le résultat militaire est nul » et les stratèges en chambre de s'écrier avec ensemble : « Ne nous laissons point hypnotiser par le point de vue géographique. »

Pour glorifier la débacle des armées russes, les journalistes français se surpassèrent : les Russes reculent ? *quelle belle retraite stratégique !* Les Russes reculent encore : bravo ! Nos braves alliés ont évité l'encerclement, les Allemands sont tout déconfits. Les Russes reculent toujours : parfait ! Le grand-duc a son plan, il les attire dans les steppes glacées,

— rappelez-vous la retraite de Russie ! — le général Hiver n'est-il pas l'allié naturel du « colosse russe » ? Pauvres Allemands, il n'en reviendra pas un !

Quelque événement qu'il arrive, il ne saurait nous être que favorable et lorsqu'il ne se passe rien, absolument rien, c'est un nouveau motif de confiance : « La situation de nos armées reste *magnifiquement* inchangée ! » s'écrie le général Cherfils (*Echo de Paris*, 14 novembre 1914) et M. Marcel Hutin déclare : « Que notre confiance aille jusqu'à puiser un élément de ferveur dans le communiqué de la nuit : Rien de nouveau. » (*Echo de Paris*, 30 septembre 1914.)

Le troisième principe du « bourrage de crâne », c'est que l'ennemi a tous les vices, est capable de toutes les turpitudes. Au début, le chœur des bourreurs de crânes l'avait d'abord traité de « lâche ». Ne se rendait-il pas pour une tartine ? Par la suite, les menteurs appointés s'aperçurent que le public s'expliquait mal pour quelle raison, si les troupes ennemies étaient si courades et les nôtres si vaillantes, les alliés n'étaient pas encore à Berlin. La grande presse découvrit alors que le courage allemand (ou autrichien, ou turc, ou bulgare) n'était point de même essence que le courage français. Le courage du « bo-

che » n'était qu'un produit de la discipline : l'Allemand n'avance au combat que poussé par ses chefs qui le terrorisent, tandis que le « poilu » français, lui, marche à l'assaut en chantant *Rosalie* ; blessé, il refuse d'être évacué, et, amputé des deux jambes, il demande à repartir dans l'aviation.

Le mémorialiste qui, pour sa documentation, relit la presse de guerre, reste abasourdi que la terre ait pu devenir pendant cinq ans assez stupide pour croire périodiquement que le Kaiser était mort de son cancer, que le Kronprinz devenu fou et que le tsar de Bulgarie s'était suicidé, et pour continuer sa confiance à un Franc-Nohain écrivant que « la retraite de Charleroi n'était bien qu'une manœuvre » (2) ou à un Marcel Hutin lui déclarant, avec le sourire : « Nos soldats se foutent des gaz asphyxiants » (3). « Jamais plus grande licence ne fut donnée aux gens de plume, déclare Demartial, d'exploiter dans une langue plus vile la bêtise et la méchanceté humaine. »

J. Galtier-Boissière

(1) Lire à ce sujet l'ouvrage de Roger Monclin, « Les damnés de la guerre », édité U.P.F., en vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

(2) « Echo de Paris », 5 décembre 1914.

(3) « Echo de Paris », 16 décembre 1916.

expressions

DE LA « COLO » 84 A L'ÉCHAPPÉE BELLE 85

EN 1983, à l'initiative du groupe Michel-Bakounine de la Fédération anarchiste, un projet de « colo » voyait le jour et se réalisait au mois de juillet dans l'île d'Oléron. Ce projet d'un moment de vie commune entre adultes et enfants, pendant une période de temps précise, s'inscrivait dans une démarche générale de prise en charge par nous-mêmes de nos propres affaires.

La « colo » 83

Il s'agissait de gérer collectivement un moment de vacances, vécu habituellement sur le mode de la débrouillardise individuelle (colo traditionnelle, envoi des gamins chez papi ou tonton, comités d'entreprises, etc.). Il s'agissait également pour des militants révolutionnaires de se rencontrer au quotidien, en dehors des sentiers battus d'un militantisme « traditionnel ». Il s'agissait enfin de mettre en cause des relations libertaires entre adultes et enfants, enfants et enfants, adultes et adultes. Tout un programme donc !

A l'heure du bilan de cette « colo » 83, qui concerna une quinzaine d'enfants et une vingtaine d'adultes, plusieurs constatations s'imposent. Tout d'abord, un trop grand nombre d'adultes par rapport aux enfants avait conduit à minoriser l'aspect enfant du projet. Les jeunes avaient du mal à s'exprimer

pleinement. Ensuite, la quasi absence d'organisation avait été ressentie comme un handicap pour la « colo ». Globalement, tout s'était néanmoins bien passé, mais le hasard et les surmotivations de certain(es) y étaient pour beaucoup. Au bout du compte, il avait donc été décidé pour le projet de « colo » 84 de redresser la barre. Ce fut fait !

La « colo » 84

La « colo » 84 se déroula, elle aussi, au mois de juillet dans l'île d'Oléron, en tentant de tirer les leçons de l'expérience passée.

Premier changement : le groupe organisateur s'était élargi. Différents groupes et liaisons de la Fédération anarchiste (groupes d'Angoulême, Michel-Bakounine, Durruti, Poitiers, Chatellerauld) se regroupèrent et furent rejoints par des individus non militants et (ou) non orga-

nisés. Cette situation était la conséquence de la volonté des organisateurs d'ouvrir leur projet sur l'extérieur. Un texte allant en ce sens avait, en effet, été envoyé à l'ensemble de la presse libertaire.

Deuxième changement : la « colo » 84 respecta une proportion de un tiers d'adultes pour deux tiers d'enfants. Ainsi, la prise en compte (et non pas en charge) de la dimension enfant du projet fut plus importante que l'année précédente.

Troisième changement : la « colo » 84 concerna davantage de monde. Une cinquantaine de participants contre une trentaine l'année précédente.

Quatrième changement : des « règles de vie » furent élaborées par l'ensemble des participants (adultes et enfants) et servirent de cadre au fonctionnement de la « colo ». Ces « règles de vie » allaient de soi, n'avaient rien de figé et de définitif, et pouvaient être modifiées en permanence ; elles le furent.

Comme on le voit, cette « colo » 84, tout en s'inscrivant dans la continuité de la précédente, s'en différenciait néanmoins passablement. Une certaine maturité s'était opérée.

Bilan de la « colo » 84

Bien évidemment, cette « colo » 84, même si elle avait pris en compte les critiques qui avaient vu le jour à propos de la « colo » 83, ne fut pas elle-même à l'abri des critiques. A l'occasion du bilan de cette « colo » 84 (bilan réalisé lors

d'une réunion à Nantes les 15 et 16 décembre 1984), plusieurs points furent mis en évidence.

Tout d'abord, il fut constaté que la dimension adulte du projet avait été légèrement occultée par une très grande prise en compte de la dimension enfant du projet. Ensuite, il fut

QUELQUES CHIFFRES SUR LA « COLO » 84

Durée de la « colo » : 1^{er} juillet 1984 au 31 juillet 1984.

Nombre d'enfants présents : 13.

Nombre moyen d'adultes présents : 7.

Nombre total d'enfants passés à la « colo » : 21.

Nombre total d'adultes passés à la « colo » : 23 (ce chiffre s'explique par une durée de passage très courte pour beaucoup d'adultes).

Prix de la journée : 35 F par personne, avec dégressivité dès lors que plusieurs enfants d'une même famille étaient présents. Ce prix de journée comprenait, pour les enfants, tout : nourriture, loisirs, etc.

Principales activités : plage, baignade, terre, marionnettes, perles, dégagements, maquillage, musique, chant, sketches, théâtre, jeux, cinéma, vidéo, etc.

Principales excursions : deux jours de camping sur l'île d'Aix, après un voyage en bateau ; ballades à vélo avec pique-nique...

constaté que le meilleur fonctionnement de la « colo » 84 s'était traduit par une certaine pesanteur organisationnelle.

Enfin, il fut constaté que l'exiguïté des locaux, par rapport au grand nombre des acteurs de la « colo » 84, constituait un obstacle à un fonctionnement matériel et relationnel serein. De ce bilan, un certain nombre de leçons fut alors tiré pour l'avenir.

l'« Echappée belle » 85

En 1985, la « colo » va continuer, mais sur de nouvelles bases. Tout d'abord, le terme de « colo », dans la mesure où il prête à ambigüité est abandonné. Désormais, on parlera de l'« Echappée belle ».

Ensuite, l'« Echappée belle » 85 réaffirme son désir de permettre aussi bien à des adultes qu'à des enfants de vivre un temps de liberté et d'épanouissement. Les enfants seront donc partie prenante du projet, mais au même titre que les adultes. Concrètement, cela signifiera un rééquilibrage de la proportion enfants-adultes.

Enfin, pour remédier aussi bien au problème de l'exiguïté des locaux (problème qui se pose quelque soit le lieu choisi dès l'instant que le nombre



Quelques enfants de la « colo » 84.

des acteurs du projet grandit), qu'à celui d'un fonctionnement trop structuré, l'« Echappée belle » 85 sera à la fois un et multiple. Concrètement, cela signifiera qu'un lieu central regroupera tous les participants, mais que des petits groupes d'enfants et d'adultes éclateront pour un jour ou plus, ici ou là. Certains, par exemple, partiront pour un voyage en péniche. D'autres, pour un voyage en roulotte. D'autres, encore, pour un voyage à cheval, à pied ou à bicyclette. A la mer, à la montagne ou à la campagne. A des dates fixées à l'avance, tout le monde se retrouvera au lieu central, avant de repartir pour de nouvelles aventures.

De cette manière, nous espérons que les désirs des uns et des autres pourront s'épanouir de manière spécifique et affinitaire, sans que soit pour autant remis en cause le caractère unitaire et unifiant du projet. Au contraire, même ! Voilà ! Ce nouveau projet dont nous n'avons défini que l'ossature, nous vous proposons de l'élaborer plus précisément avec nous. D'en être partie prenante. Si vous voulez nous contacter, écrivez-nous à Dominique Pardo, 4, rue Charcot, 44600 Saint-Marc-sur-Mer-Saint-Nazaire. Ou téléphonez-nous à Denis, au (56) 94.16.84.

Collectif organisateur de l'« Echappée belle » 85

« CONTRE L'AMNISTIE » DE ALFREDO M. BONNANO

QUATRE mille prisonniers politiques dans les géolies italiennes ; des repentis comme s'ils en pleuvait ; la « militance » saignée à blanc par la fuite, la démission et le découragement. Le bilan de la répression en Italie est lourd, très lourd. Tellement lourd que certains, pour tenter d'enrayer l'hémorragie, n'ont pas hésité à troquer leur P.38 pour des sébiles et à mendier à tous vents l'amnistie pour les enfants perdus de la lutte armée.

Certes, ce revirement ne leur semble pas très « glorieux » ! Mais, n'y a-t-il pas urgence ? L'important n'est-il pas de sauver ce qui peut l'être ? De survivre, pour après... Après, après... Ce genre de raisonnement ne convainc pas tout le monde. Pas Alfredo M. Bonnano, en tout cas. Et il le dit tout net : « Nous ne devons, ni n'avons à demander l'amnistie pour les quatre mille prisonniers politiques ».

Mendier l'amnistie, en effet, nous explique-t-il, ou entamer une lutte sur cet objectif en faisant l'économie d'une réflexion critique sur : pourquoi en est-on arrivé là, ne signifie rien d'autre qu'une caution apportée à une reddition. A la reddition de certains, pour être tout à fait précis.

Or de cela, il n'en est pas question un seul instant pour des révolutionnaires. Tout d'abord parce que la lutte et la guerre des classes continuant de faire rage en Italie, le combat pour la révolution sociale continue. Pas question donc ni de « met-

tre les pouces » ni de cautionner une reddition quelconque de qui que ce soit.

Ensuite, parce que cette reddition qui est celle des adeptes du « parti armé » sanctionne l'issue d'un combat qui n'était déjà pas le nôtre. Ce combat des léninistes pour la conquête du pouvoir, la dictature sur le prolétariat, la formation d'un nouvel Etat... combat livré sur le seul terrain de l'engagement militaire frontal, n'est que celui opposant les dominants du moment à certains postulants à la domination. En conséquence, la « défaite » de ces aspirants à la domination ne nous concerne pas.

Et enfin, parce qu'en « acceptant une mercantilisation comme celle proposée par les néo-contractualistes (amnistie, un nombre d'années de prison égal pour tous, etc.), il faudrait la payer en mettant dans la balance tout son passé. Ce qui signifierait un refus de la révolution, de l'anarchie, de son propre futur. » Comme on le voit Bonnano ne tourne pas cent fois la cuillère autour du pot. Il va droit au but.

Mais s'agit-il pour autant de rester les bras croisés devant le désastre actuel. Nullement ! « Ce qu'il faut, nous dit-il, c'est retourner l'ignoble thèse qui nous est proposée : négocier la libération des copains pour reprendre la lutte ; par l'affirmation plus logique et conséquente : reprendre la lutte pour imposer la libération des co-

pains. Mais cette reprise ne doit pas être la répétition maladroite des modèles monolithiques du parti armé, mais un développement critique dans une autre direction. » Et il nous explique alors que, dans le cadre de la lutte pour une société anarchiste, nous devons participer à toutes les luttes intermédiaires (luttes pour l'amnistie comprise, mais en l'incluant dans une lutte plus générale contre les prisons) pour les pousser toujours plus loin « vers un possible débouché insurrectionnel. » Et cela n'exclue nullement la lutte armée. Mais une lutte armée à la mode libertaire, c'est-à-dire aux antipodes de la lutte armée léniniste.

Bien évidemment, ce genre de propos risque de faire hurler dans les chaumières des léninistes, des galériens de la solidarité à tout crin et des intégristes de la non-violence, car Bonnano est un tantinet provocateur, il faut le dire ; les solutions qu'il propose fleurissent bon le manichéisme et l'exercice de style. Cela étant, il pose un certain nombre de questions qu'il n'est pas possible d'évacuer. Alors : pour l'amnistie, contre l'amnistie ; quelle amnistie ? Dans le cadre de quelle stratégie ? Etc. Le débat est entamé, il faudra le poursuivre. Et ça urge !

J.-M. Raynaud

(1) « Contre l'amnistie », de Alfredo M. Bonnano, éd. Révolte et Liberté, 20 F. En vente à Révolte et Liberté, B.P. 1104, 69202 Lyon cedex 01.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 7 février :

- « Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : Jacques Villiers qui parle de la culture biologique.
- « De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Marie-Jeanne Noe et Joël Jehan.
- « Chronique syndicale » (19 h à 20 h) : les licenciements à L.T.T. et la lutte à l'U.A.P.
- « Jazz en liberté » (22 h à 1 h) : le tour des clubs à Paris.

• Vendredi 8 février :

- « Thé-âtre » (14 h à 16 h) : le magazine du théâtre, avec Enzo Corman.
- « L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : l'Union rationaliste à propos des croyances astrologiques.

• Samedi 9 février :

- « Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : émission animée par des militants anarcho-syndicalistes, et qui traitera de la lutte des travailleurs intérimaires et des 35 heures.
- « Près du radiateur » (18 h à 19 h) : l'actualité lycéenne et les anarcho-punks lyonnais.

• Dimanche 10 février :

- « La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : à propos de Victor Hugo.
- « Folk à lier » (12 h à 14 h) : le groupe Morigane, groupe français de musique irlandaise.
- « Peuples en lutte » (14 h à 15 h 30) : reçoit des invités sur la Nouvelle-Calédonie.
- « Trisomie 21 » (20 h à 22 h 30) : le groupe français « Rue de la lune », News from London et nouveautés reggae.

• Lundi 11 février :

- « A bâtons rompus » (14 h à 16 h) : Denis Langlois et le « Guide du citoyen face à la police ».

• Mardi 12 février :

- « L'auberge espagnole » (12 h à 14 h) : petites annonces, boulot, logement, échanges, poésie...
- « Le magazine pour rire » (14 h à 18 h) : animé par Gilles Langoureau.

• Mercredi 13 février :

- « By Jove » (12 h à 14 h) : le magazine de la bande dessinée reçoit Granger.
- « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : émission médicale, l'alimentation de la femme enceinte et du nourrisson.

SUICIDE FILMIQUE

LÉOS CARAX est jeune, très jeune... Et il semble être de cette race de « personne » qui n'ont pas — n'auront peut-être jamais — le courage physique de se flinguer, et qui se recroquevillent sur le suicide créateur. Carax se flingue avec une caméra. Et ça donne un film fort et gris, *Boy meets girl*, interprété par d'excellents jeunes comédiens.

L'histoire est celle d'un garçon de vingt ans, Alex — prénom maudit du paumé d'*Orange mécanique* —, que sa nana vient de larguer pour son meilleur ami. La veille de son départ pour le service national, il s'abandonne à l'errance nocturne, aux rencontres de passage. Une histoire qui aurait pu commencer dans un *Bar à Joe* (1) : des vies qui se déglissent en marge de tout, des histoires d'amour qui foirent en noir et blanc... Jusqu'à la mort.

Ici, le loufoque cotoie l'insolite et tourne le désespoir en dérision : dans un troquet, une troupe de Japonais s'excite autour d'un flipper ; scène de métré, un jeune Arabe hurle des mots incompréhensibles ; près de la fenêtre, une vieille Miss univers papote avec l'homme qui a marché sur la Lune. Et puis, vient la rencontre inespérée, désespérée. Deux vies foutues, deux boules de verre qui s'entrechoquent jusqu'à se briser.

Ce film est un album de photos animées. Quand la caméra bouge, les personnages restent figés ; quand ils se déplacent, elle est immobile. On pourrait apercevoir, au spectroscopie, du Godard ou du Orson Welles. Mais on voit surtout Carax, partout. Il est dans son film sa propre référence et semble vouloir exorciser, sans accuser personne, ses angoisses d'exister, de devenir « adulte et responsable ». Ce mal, inhérent, dit-on, à une certaine jeunesse, il l'accueille en lui comme une fatalité. Et la scène finale interdit à quiconque de se consoler au conditionnel. Carax écrase la dernière fibre d'imagination optimiste du spectateur contre la dernière image et lui impose le Noir.

C'est bien sûr une œuvre de jeunesse, avec ses quelques maladresses qui la rende attachante. Une première œuvre torride et glacée, mélancolique et saisissante, émouvante et sensible comme de l'arsenic. Un film à voir absolument, mais à ne pas revoir sans précautions, l'intoxication étant irrémédiable. Quant au futur cinématographique de Léos Carax, il me laisse personnellement perplexe : que peut-on faire lorsqu'on commence par un suicide ? Changer de peau ?

Yvan

Gr. de Nice
(1) « Le bar à Joe », de Munoz et Sampayo, éd. Casterman.

LES T.U.C. : QUAND CHARITÉ RIME AVEC PRÉCARITÉ

Si un Premier ministre socialiste planche sur le chômage, il a de belles envolées lyriques : il n'y aura plus un seul jeune sans emploi ou formation à la fin 1985. C'est promis, juré. Malgré tout, on pouvait imaginer plus original que les Travaux d'utilité collective (T.U.C.). Pourtant, la formule a fait fortune. A l'heure actuelle, le nombre de T.U.C. se chiffre par milliers, bientôt par dizaines de milliers. A chaque jour sa provision de T.U.C., semblent se réjouir les collectivités locales et le secteur associatif, grands pourvoyeurs de travail précaire.

Si vous ne savez pas encore ce qu'est un T.U.C., c'est que vous êtes un mauvais citoyen qui n'écoute pas la propagande gouvernementale. C'est avec des millions de francs, que le ministère du Travail a décidé d'informer sur les T.U.C. Ça sert à résoudre le chômage des 16-21 ans et à leur fournir une formation professionnelle. Voyons ce qu'il en est.

Vingt heures de travail hebdomadaire pour un salaire men-

suel de 1 200 F, c'est peu ; c'est moins que le S.M.I.C. Un complément de 500 F destiné à assurer la formation n'est, dans la plupart des cas, jamais reversé au tucard. Il est utilisé à bon compte par l'organisateur du T.U.C. Nulle obligation d'embauche pour l'employeur à la fin du contrat de 3 à 6 mois. Quant à la formation professionnelle, on peut légitimement s'interroger sur sa valeur avec des emplois d'entretien de la voirie, de peinture, de réfection de bâtiments, de balisage de sentiers pédestres, voire de gardiennage de parkings, etc. Quant aux possibles tucards, s'ils ne sont pas convaincus des bienfaits de cette mesure hautement sociale, qu'ils sachent que le refus de deux T.U.C. les conduit à être rayés des listes de demandeurs d'emplois à l'A.N.P.E. A bon entendeur, salut !

Il n'est que trop évident que la mise en place des T.U.C. est une façon artificielle de diminuer le chômage. Tous les trois mois, de jeunes chômeurs sont déguisés en tucards et dispa-

raissent des listes de chômeurs. Le tour est joué ; avec, en prime, l'espoir qu'ils vont s'accoutumer à un travail sous-payé. C'est la généralisation d'un salaire de misère que les travailleurs sont contraints d'accepter parce qu'ils y sont accablés... Un travail, même précaire et honteusement rémunéré, vaut mieux que le chômage. Tout le monde le sait. Surtout les collectivités locales et le secteur associatif, spécialistes de l'embauche de travailleurs précaires ou sans statut. Contrat « Jeunes volontaires », stagiaires de toute sorte, objets de conscience, et maintenant tucards font partie de la même famille des surexploités et qui la bouclent parce qu'ils n'ont que ce droit.

Embaucher un tucard, c'est utiliser pour une courte durée de la main d'œuvre à très bon marché qui n'a pas de véritable statut et qui, donc, ne contestera jamais. Pour un organisateur de T.U.C., cela permet d'ajuster au mieux la couverture de ses besoins sans s'encor-

brer de charges sociales, du droit du travail, etc.

Le plus touchant dans cette histoire de précarité reste l'unité des centrales syndicales décidées à faire bloc avec l'Etat pour approuver cette mesure. La C.G.T. a bien un peu traîné les pieds mais, sur le terrain, ne se battra pas contre les T.U.C. Mais pourquoi refuser la flexibilité dans le public et le secteur associatif alors que ces centrales ont failli la signer pour le privé ? Il n'y a guère que la C.N.T. (syndicaliste révolutionnaire) qui mène une campagne d'information et d'action contre les T.U.C. Son comité confédéral national constatait que « Les pouvoirs publics d'une part, dans le secteur associatif et les collectivités territoriales, et le patronat d'autre part, dans les domaines industriels et commerciaux, poursuivent les mêmes objectifs. Il s'agit bien de diviser les travailleurs et de remettre en cause les acquis sociaux. La C.N.T. appelle l'ensemble des travailleurs à s'opposer à

la mise en place de ces mesures. »

Il nous faut montrer, sur notre lieu de travail, comment une réduction importante de notre temps de travail et l'acquisition d'une véritable formation professionnelle couperaient l'herbe sous le pied aux T.U.C. Les revendications traditionnelles sont loin d'être périmées. Les T.U.C. auront au moins le mérite de poser à nouveau les questions de fond.

Marc
Gr. d'Angers



LA DÉCENTRALISATION DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

APRÈS s'être penché lors d'un premier article sur les caractéristiques plus générales des lois de décentralisation (cf. M.L. n° 560 : « L'année de la décentralisation »), voyons maintenant leurs applications concrètes dans le domaine de l'Éducation nationale. S'il est en effet un secteur qui va se trouver particulièrement touché par la loi de décentralisation, c'est bien l'Éducation nationale. Dès la rentrée scolaire de septembre 1985, les compétences de l'Etat et des collectivités territoriales seront profondément modifiées.

La gestion des moyens

Désormais, chaque collectivité locale se verra confier la gestion d'un type d'établissements : les écoles primaires et maternelles à la commune ; les collèges au département ; les lycées, L.E.P. et établissements spécialisés à la région.

Il s'agira donc, pour elles, d'entretenir et de permettre le fonctionnement de ces établissements, mais aussi de décider des futures constructions ainsi que leurs équipements. Dans cette gestion, les collectivités locales seront aidées de conseils départementaux et académiques à composition tripartite (collectivités locales, personnels, usagers) qui donneront leur avis sur ces problèmes de gestion mais également sur la « planification des formations » !

Quant à la vie des établissements, là encore, les conseils d'école (au niveau du primaire) et les conseils d'établissement (pour les collèges et lycées) seront désormais de composition tripartite et verront aussi leurs compétences largement accrues. A signaler, et c'est l'essentiel, que les enseignants n'y seront pas majoritaires ! Ainsi, ces conseils auront-ils droit de regard sur l'utilisation des locaux, l'aménagement du temps scolaire, le projet éducatif de l'école, le choix des manuels pédagogiques, etc.

Le poids des notables et du patronat

Le poids des notables locaux devient considérable. Ce seul exemple : le maire sera désormais unique responsable de l'utilisation des locaux en-dehors des heures scolaires. Au feu la laïcité !

Dans l'Oise, on a déjà vu un maire organiser la messe d'une école privée dans l'enceinte d'une école publique (à quand le catéchisme ?) ; un autre a promis la fin des réunions syndicales enseignantes à l'intérieur d'une école, qui reste tout de même notre lieu

de travail. De plus, les élus locaux tiendront les cordons de la bourse !

Quant au patronat, il siègera dans les différents conseils de l'éducation (le conseil national, les conseils académiques et départementaux). Cela est déjà grave en soi. Mais, de plus, le gouvernement envisage dans ses avant-projets de donner 3 sièges au C.N.P.F., soit autant qu'aux centrales ouvrières : C.F.D.T., C.G.T. et F.O., qui en auront un chacune. Mettre sur le même plan des organisations représentant des millions de travailleurs et le C.N.P.F., association d'une poignée de profiteurs, voilà qui est tout de même un comble !

Bref, pour l'Éducation nationale, la décentralisation signifiera l'apparition de nouvelles tutelles, de nouveaux pouvoirs, tous aux mains des notables et du patronat ; ce qui ne peut que menacer la liberté pédagogique des enseignants.

Chaque établissement devra définir un projet éducatif. Dans le cadre d'une carte scolaire considérablement assouplie, les parents pourront choisir tel ou tel établissement selon ses caractéristiques ; devenant ainsi des « consommateurs d'école ».

Pourtant, il y a, je crois, supercherie à prétendre que ce nouveau fonctionnement entraînera une immense disparité dans les méthodes et les choix éducatifs. Tout au contraire, il ne peut qu'aboutir à une uniformisation plus grande encore de notre système scolaire. Il est aisé, en effet, de deviner ce que vont réclamer les élus de droite ou de gauche et l'immense majorité des parents (qui rappelons-le participent à l'élaboration de ces projets) : de la discipline, de la morale et le retour à un enseignement tout magistral des apprentissages de base au dépend d'autres disciplines, elles aussi pourtant essentielles. Les déclarations de Chevènement, notre ministre rétro qui sent d'où vient le vent, vont d'ailleurs d'ores et déjà dans ce sens.

Quant au patronat, l'occasion sera belle pour lui d'obtenir une main d'œuvre sur mesure, pour une rentabilité immédiate : les projets de lois recommandent en effet de lier ces projets éducatifs à la notion de « bassin de formation », c'est-à-dire de tenir compte des besoins en main d'œuvre des entreprises locales.

Les disparités entre établissements

Les établissements, déjà en concurrence au niveau de leur projet, le seront aussi dans l'obtention de leurs financements. Plus les financements publics vont se faire dérisoires (ce qui ne manquera pas d'arriver, austerité oblige !), plus les écoles, lycées et collèges de-

vront courir après les financements privés venant d'associations, d'entreprises ou de mécènes intéressés. Dans cet esprit, les crédits pédagogiques à la charge de l'Etat ne seront plus répartis également entre les établissements, mais feront l'objet de choix. Bref, on le voit, les contrôles s'exerçant sur les choix pédagogiques des enseignants vont se faire beaucoup plus considérables. « Faites le bon choix », sinon pas d'élèves et pas de crédit ! Ajoutons que le chef d'établissement aura des compétences accrues de contrôle pédagogique et la boucle sera bouclée.

En revanche, où il y aura des disparités, c'est, bien sûr, sur la cote des établissements. Selon la « clientèle » accueillie, selon les financements obtenus, on s'oriente à coup sûr vers des établissements-ghettos d'un côté et des établissements d'élite de l'autre ! Deux cursus scolaires bien différenciés où la sélection sociale battra son plein !

Pour la liberté pédagogique

Sans être, bien sûr, nostalgiques du modèle centralisé et hiérarchisé de la troisième République, nous ne pouvons que dénoncer l'émergence de pouvoirs extérieurs à l'intérieur même de l'école, qui vont mettre sous tutelle les enseignants.

Nous prétendons, nous, tout à fait le contraire : que chaque enseignant soit un militant pédagogique, un chercheur ; et ces recherches, ces tentatives iront bien souvent en contre-sens des idées en cours. Sans une certaine indépendance acquise de hautes tutelles, Freinet n'aurait pu mettre au point sa pédagogie ; de même les grands pédagogues libertaires — Robin, par exemple — n'ont pu travailler que dans des orphelins car ils étaient là relativement à l'abri des pressions extérieures.

Nous sommes donc pour l'indépendance et la liberté pédagogique des enseignants, pour l'ouverture de l'école, mais avec la garantie de qualité et de respect des consciences qu'est la laïcité !

Les mesures de décentralisation concernant l'Éducation nationale ne vont sûrement pas dans ce sens. L'enjeu de ces prochaines années réside dans la volonté que montreront ou ne montreront pas les enseignants à résister à ces nouveaux pouvoirs, à ces nouvelles pressions. Les libertaires seront présents dans ces luttes pour que l'école soit de jour en jour davantage au service de l'enfance, au service exclusif de l'enfance !

J.-M. Bavard
Liaison de Noyon